Anno 1871. Roma - Sabato, 8 Luglio Num. 184.

GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

ASSOCIAZIONI

Compresi i Rendiconti Ufficiali del Parlamento:

	Trim.	Sem.	Anno
ROMA	11	21	40
Per tutto il Regno	13	25	48
Solo Giornale, senza i Rendiconti:			
ROMA	9	17	32
Per tutto il Regno	10	19	36

Estero, aumento spese di posta.
Un numero separato in Roma, centesimi 10, per tutto il Regno centesimi 15.
Un numero arretrato costa il doppio.
Le Associazioni decorrono dal 1° del mese.

INSERZIONI

Annunzi giudiziari, cent. 25. Ogni altro avviso cent. 30 *per linea di colonna o spazio di linea.*

AVVERTENZE.

Le Associazioni e le Inserzioni si ricevono:
In Roma alla *Amministrazione* del Giornale, via dell'Archetto, n° 94;
In Firenze alla Tipografia Eredi Botta, via del Castellaccio, n° 12;
In Torino, alla medesima Tipografia, via della Corte d'Appello, n. 22.
Nelle Provincie del Regno ed all'Estero agli Uffici postali.

PARTE UFFICIALE

Il N. 311 (Serie seconda) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei Deputati hanno approvato;

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

A t. 1. Il Governo del Re è autorizzato a dare piena ed intiera esecuzione alla convenzione stipulata in Berna fra l'Italia e la Confederazione Svizzera il 15 ottobre 1869; non che alla convenzione stipulata in Berna fra l'Italia, la Confederazione della Germania del Nord e la Confederazione Svizzera il 27 gennajo 1871, ad oggetto di assicurare la congiunzione fra le ferrovie tedesche e la rete ferroviaria Italiana mediante una via ferrata attraverso il Gottardo.

Art. 2. Il concorso dell'Italia nella spesa del Gottardo non potrà mai in qualunque caso eccedere la sovvenzione stabilita nella presente legge.

Art. 3. Nei bilanci passivi del Ministero dei Lavori Pubblici, a cominciare dal 1871, sarà aperto un apposito capitolo colla denominazione: *Concorso dell' Italia alle spese di costruzione della ferrovia del San Gottardo,* nel quale sarà annualmente iscritta la quota di concorso, che a norma degli Art. 17 e 20 della suddetta convenzione spetterà all'Italia, fino alla somma complessiva di 45 milioni di lire.

Art. 4. Nel bilancio del Ministero delle Finanze, a cominciare da quello del 1871, sarà aperto un capitolo colla denominazione; *Quote di concorso delle provincie, de' comuni e di altri corpi morali alle spese di costruzione della ferrovia del San Gottardo,* nel quale si inscriveranno le somme che dovranno essere annualmente versate nelle Casse dello Stato dalle provincie, dai comuni e da altri corpi morali, come loro quota di contributo alle spese di costruzione della predetta ferrovia.

Art. 5. Le somme necessarie, e che sono a carico del Governo per le spese di cui nella presente legge, si ricaveranno mediante l'emissione di consolidato 5 per cento sul Gran Libro del Debito Pubblico.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Dato a Roma addì 3 luglio 1871.

VITTORIO EMANUELE
G. GADDA.
QUINTINO SELLA.
VISCONTI VENOSTA.

CONVENZIONE *fra l'Italia e la Svizzera per assicurare la congiunzione delle ferrovie italiane, e delle tedesche mediante una ferrovia attraverso il San Gottardo.*

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse et Sa Majesté le Roi d'Italie, pénétrés de la nécessité de réunir leurs efforts pour vaincre les difficultés que les Alpes opposent à la jonction des chemins de fer de l'Europe centrale avec ceux de la péninsule italienne, et convaincus que pour atteindre ce but il est opportun de s'engager réciproquement par une convention particulière sur les bases arrêtées à cet égard le 13 octobre 1869 dans le protocole final de la conférence des Etats réunis à Berne pour s'entendre sur les moyens d'exécuter la ligne du Saint-Gothard, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir: le Conseil Fédéral de la Confédération suisse, monsieur Emile Welti, président de la Confédération, monsieur Charles Schenk, conseiller fédéral, chef du département fédéral de l'intérieur, monsieur Jacques Dubs conseiller fédéral, chef du département fédéral des postes, et Sa Majesté le Roi d'Italie, monsieur le chevalier Louis-Amédée Melegari, chevalier grand croix, décoré du grand cordon de son ordre de saints Maurice et Lazare, etc., etc., etc., sénateur de royaume, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Confédération suisse.

Lesquel, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. La Suisse et l'Italie s'unissent pour assurer la jonction entre les chemins de fer allemands et les chemins de fer italiens par le moyen d'un chemin de fer suisse à travers le Saint-Gothard.

Le réseau du Saint-Gothard à construire pour atteindre ce but comprend les lignes suivantes:

Lucerne-Kussnacht-Immensee-Goldau,
Zoug-St-Adrien-Goldau,
Goldau-Fluelen-Biasca-Bellinzone,
Bellinzone-Lugano-Chiasso,
Bellinzone-Magadino-Frontière italienne vers Luino, avec embranchement sur Locarno.

Ce réseau aura une longueur d'environ 263 kilomètres.

Dans le but de faciliter l'exécution de ces lignes, les parties contractantes accorderont en commun une subvention à la société qui se formera pour la construction et l'exploitation du chemin de fer du Saint-Gothard.

Dans l'organisation de cette société, le Conseil fédéral prendra les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de l'entreprise et de tous les engagements mentionnés dans la présente convention. A cet effet, les statuts de la société devront être soumis à l'approbation du Gouvernement fédéral.

Art. 2. Pour que le chemin de fer du Saint-Gothard puisse remplir les conditions d'une grande ligne internationale, il ne doit pas, à son point culminant, avoir plus de 1162 et demi mètres de hauteur au-dessus du niveau de la mer; le rayon *minimum* des courbes ne devra pas être inférieur à 300 mètres et le *maximum* des pentes ne devra pas excéder 25 pour mille. Pour le cas où il serait nécessaire de dépasser le 25 pour mille entre Biasca et Lavorgo, on demandera à cet effet l'autorisation du Conseil fédéral, qui, sur ce tronçon, pourra accorder une augmentation jusqu'à 26 pour mille.

Le tunnel à construire, entre Goeschenen et Airolo devra être etabli en ligne droite.

La ligne de Fluelen à Biasca sera construite à double voie. Sur le reste de la ligne Goldau-Bellinzone les tunnels seront construits pour une double voie, mais les travaux d'art et de terrassements pourront être exécutés pour une seule voie.

Toutes les autres lignes pourront être établies pour une simple voie.

Art. 3. Les lignes du réseau du Saint-Gothard seront construites dans l'*ordre* suivant et la *durée* de la construction est pour chacune d'elles fixée comme suit:

Les lignes de Biasca au lac Majeur et de Lugano à Chiasso devront être achevées trois ans après la constitution de la société.

L'Italie s'engage a ce que pour la même époque le tronçon de raccordement de Chiasso à Camerlata soit construit et mis en exploitation.

Les travaux sur les autres lignes du réseau devront être entrepris en temps nécessaire pour qu'ils puissent être achevés et que ces lignes soient ouvertes simultanément avec la grande galerie de Goeschenen à Airolo.

Les lignes dont la construction est supposée de 2 et demi années sont les suivantes:

Lucerne-Kussnacht-Goldau,
Zoug-St-Adrien-Goldau,
Biasca-Bellinzone,
Lugano-Chiasso,
Bellinzone-Frontière suisse (Luino), avec embranchement sur Locarno.

Les lignes, dont la construction est supposée de 4 1/2 années, sont les suivantes:

Goldau-Fluelen,
Fluelen-Goeschenen,
Airolo-Biasca,
Bellinzone-Lugano.

La durée de la construction du tunnel à établir entre Goeschenen et Airolo est présumée être de 9 années. Le commencement des travaux sera fixé par le Conseil fédéral.

Art. 4. La Confédération suisse pourvoira à ce que, par un passage sur le Rhin près de Bâle, le chemin de fer central suisse soit relié au réseau du Grand-Duché de Bade.

L'Italie construira un chemin de fer sur la rive gauche du lac Majeur, rejoignant le chemin suisse sur la frontière près de Pino à un des points du réseau italien, situé sur la route directe de Gênes.

Les parties contractantes s'engagent d'une manière générale à faire leur possible pour que les lignes d'accès au réseau du Saint-Gothard soient corrigées dans le sens du raccourcissement, et en particulier la Confédération s'engage à faire ses efforts pour obtenir la construction d'un tronçon, qui permette d'éviter le détour sur la station d'Altstätten.

Au cas où cette ligne de raccourcissement ne serait pas construite au moment de la mise en exploitation de la la ligne du Saint-Gothard, il serait procédé è une réduction équivalente du tarif des transports.

Art. 5. La Suisse s'engace à ce que toutes les parties de la ligne, telles qu'elles doivent être construites, soient livrées le plus tôt possible à l'exploitation, lorsqu'elles seront terminées.

Dès que toute la ligne sera achevée, le service de l'exploitation en devra être organisé. Pour garantir la conformité de l'organisation de l'exploitation avec les dispositions de la présente convention, cette organisation devra être soumise à l'approbation du Conseil fédéral.

Art. 6. Les cas de force majeure réservés, l'exploitation du chemin de fer du Saint-Gothard devra être assurée contre toute interruption, et elle devra, dans toutes ses parties, répondre à ce qu'on est en droit d'exiger d'une grande ligne internationale.

Toutefois la Suisse se réserve de prendre les mesures nécessaires pour le maintien de la neutralité et pour la défense du pays.

Art. 7. Les hautes parties contractantes feront leur efforts pour faciliter le plus possible, en vue de l'intérêt commun, le trafic entre l'Allemagne et l'Italie, et à cet effet elles chercheront à provoquer sur le chemin de fer du Saint-Gothard le transport des personnes, des marchandises et des objets postaux le plus régulier, le plus commode, les plus rapide et le meilleur marché possible.

La compagnie du chemin de fer du Saint-Gothard organisera, avec le chemins de fer des Etats subventionnants, sur la demande des administrations de ce chemin de fer, un service direct (cumulatif) pour le transit sur le Saint-Gothard.

La Suisse s'engage à prendre les mesures nécessaires pour que les trains soient organisés de telle manière qu'autant que possible ils coïncident sans interruption avec les chemins de fer de l'Allemagne et de l'Italie.

Elle s'engage aussi à faire établir sur la ligne du Saint-Gothard en été au moins trois trains de voyageurs par jour dans les deux directions, et en hiver au moins deux. Ces trains chemineront sans interruption, et l'un d'eux sera un train *express*.

Art. 8. Pour ce qui concerne le trafic transitant d'Allemagne en Italie et *viceversa*, on à fixé comme suit les taxes maximales de transport:

Voyageurs:

Première classe, 50 centimes par lieue suisse; deuxième classe, 35 centimes, et troisième classe, 25 centimes. Toutefois, pour les parties de la ligne ayant une pente de 15 0|00 et plus, l'entreprise du Saint-Gothard pourra exiger une surtaxe de 50 pour cent.

Marchandises:

Grande vitesse: 45 centimes par tonne et par kilomètre, sans aucun supplément de taxe.

Petite vitesse: 1° Pour les matières brutes, telles que le charbon, le coke, le minerai, les terres, les engrais, le soufre, les pierres, le bois, etc de même que pour le fer et les marchandises brutes en fer, en tant que ces objets sont expédiés en wagons complet, la taxe ne pourra excéder 5 centimes par tonne et par kilomètre, avec une surtaxe de 3 centimes par tonne et par kilomètre pour les parties de la ligne qui offrent des pentes de 15 0|00 et au-dessus.

2. Pour toutes les autres marchandises, la taxe ne pourra excéder 14 centimes et demi par tonne et par kilomètre, au 19 centimes et demi par tonne et par kilomètre pour les parties de la ligne ayant des pentes de 15, 0|00 et au-dessus, tout autre supplément de taxe étant exclu.

Art. 9. Quand l'intérêt du capital-actions excèdera le 9 pour cent, la compagnie sèra tenue de procéder à la réduction des taxes, et en première ligne à celle des surtaxes.

Art. 10. La société du chemin de fer du Saint-Gothard est tenue de faire jouir, pour le transport des personnes et des marchandises d'Italie, pour l'Italie et à travers l'Italie, les chemins de fer des Etats subventionnants au moins des mêmes avantages et des mémes facilités qu'elle aura accordés, soit à d'autres chemins de fer en dehors de la Suisse, soit à des parties et à des stations quelconques de ces chemins de fer, soit enfin eux stations-frontières suisses. Elle ne peut entres dans aucune combinaison avec d'autres chemins de fer suisses, par laquelle ce principe se trouverait violé.

En particulier les réductions de tarifs, que voudrait accorder le chemin de fer du Saint Gothard en vue d'activer le trafic pour l'Italie, de l'Italie et à travers l'Italie, devront, avant leur mise en vigueur, être communiquées à temps aux Gouvernements des Etats subventionnants, et, sur leur demande, les réductions de tarifs dont il s'agit devront être accordées à partir de la même époque, pour le chemins de fer et les districts concurrents.

Art. 11. La Confédération suisse prendra l'engagement général de faire exécuter les prescriptions de la présente convention relatives à la construction du chemin de fer du Saint-Gothard.

En particulier elle devra exiger de la société un cautionement correspondant d'une manière suffisante aux obligations contractées par elle. Ce cautionement consistera en un dépôt d'espèces ou de bonnes valeurs, et il ne sera restitué que lorsque la société aura rempli ses obligations, ou qu'elle aura fourni le garaties nécessaires sous une autre forme.

Le Conseil fédéral prononcera sur toutes les questions qui ont trait à la construction de la grande galerie.

Il s'engage à présenter aux Etats subventionnants des rapports périodiques sur la marche et l'état des travaux, de même que sur les résultats de l'exploitation.

Art. 12. Chacun des Etats subventionnants aura le droit de prendre, sur les lieux, connaissance de l'état des travaux après avoir désigne au Gouvernement suisse les personnes qu'il chargera de cette inspection.

Chaque années, à une époque déterminée, on procedera à la vérification des travaux des deux grandes galeries du Saint-Gothard et du Monte-Cenere. Le Conseil fédéral invitera les Etats subventionnants à envoyer des délégués pour assister à cette opération: un procès-verbal sera dressé et signé par les délégués présents.

Art. 13. S'il existe dans les concessions cantonales des dispositions contraires à celles de la présente convention, ces dispositions s'entendront abrogées par la publication de la dite convention.

Si un Canton suisse entravait d'une manière quelconque l'établissement ou l'exploitation de la ligne du Saint-Gothard, la Confédération évoquerait à elle l'affaire et prendrait l'initiative des mesures nécessaires.

Art. 14. La société peut être actionnée à son siége social.

S'il survient des contestations en matière de droit civil entre la Confédération et l'entreprise du Saint-Gothard, elles seront réglées par le tribunal fédéral.

Art. 15. Au cas où la concessions du chemin du Saint-Gothard viendrait à être transmise à une autre société, cette transmission devra etre approuvée par le Conseil fédéral qui prend l'engagement de pourvoir à ce que toutes les stipulations de la présente convention restent entièrement en vigueur.

Dans le cas où une fusion viendrait plus tard à etre opérée entre de chemins de fer suisses et le chemin de fer du Saint-Gothard, ou si la société du Saint-Gothard construisait de nouvelles lignes, les obligations incombant à cette dernière passeraient à l'entreprise plus étendue, en tant qu'elles se rapportent à l'exploitation.

Art. 16. Les hautes parties contractantes sont tombées d'accord pour fixer, d'après le protocole finale de la conférence de Berne, à la somme de quattre vingt-cinq milions de francs le chiffre de la subvention nécessaire pour rendre possibile l'établissement du chemin de fer par le Saint-Gothard.

Art. 17. Un tiers des subsides sera payé en neuf annuites égales. Relativement au paiement des deux autres tiers, le dispositions suivantes feront règle:

a) Pour chaque exercice il sera transmis, en temps opportun, aux Etats subventionnants un programme et un devis des travaux à opérer dans la grande galerie du Saint-Gothard;

b) Le Conseil fédéral fixera l'époque du commencement du premier exercice, et à la fin de chaque exercice il fera connaître aux autres Etats le montant de la somme qui a été réellement dépensée. Le paiement de cette somme s'effectuera après la vérification des travaux, fait en conformité de l'article 12. Toutefois ces paiements ne pourront excéder la somme portée au budget de l'exercice.

Le paiement des annuités égales et celui des sommes consacrés chaque année à la construction du tunnel s'effectueront en espéces entre les mains du Gouvernement fédéral, un mois après la vérification des travaux de construction du dit tunnel.

On liquidera, lors du dernier versement, la solde éventuel de la subvention totale.

Art. 18. Les États ne se réservent un droit de participation aux résultats financiers de l'entreprise que dans le cas où le dividendo à repartir sur les actions dépasserait le 7 pour cent. Dans ce cas la moitié de l'excédant serait partagée à titre d'intérêt entre les Etats subventionnants, dans la proportion de leurs subsides.

Art. 19. Les subsides seront mis à la disposition du Conseil fédéral suisse, d'aprés les presciptions de l'article 17 ci-dessus. Le Conseil fédéral fera parvenir ces subsides en même temps que ceux de la Suisse à la compagnie, avec laquelle il aura à s'entendre sur la construction et l'exploitation du chemin de fer du Saint-Gothard.

Art. 20. La Suisse s'engage à participer pour la somme de vingt millions de francs, et le royaume d'Italie pour celle de quarant-cinq millions de francs, au total des subsides fixé à l'article 16 de la présente convention.

Art. 21. Cette convention ne sera exécutoire qu'à partir du jour où, par le concours d'autres États signataires du protocole final de la conférence de Berne, le total des subsides aura atteint la somme de quatre-vingt-cinq millions de francs.

Si dans le délai de six mois, à partir du premier novembre prochain, cette condition ne se trouve pas remplie, la présente convention sera regardée comme non avenue.

Art. 22. Les Gouvernements des deux Etats inviteront les autres Etats signataires du protocole final de la Conférence de Berne, du 13 octobre 1869, à adherer à la présente convention conclue à la suite des declarations faites par leurs représentants dans le sein de la Conférence et en conformité des dispositions arrêtées dans le dit protocole final.

Art. 23. La présente Convention sera ratifiée dès que l'Assemblée fédérale et le Parlement italien l'auront approuvée, et les ratifications en seront échangées a Berne aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Berne en double expédition, le quinze octobre mil huit cent soixante neuf.

(Signé) Welti. (Signé) Melegari.
(Signé) Schenk.
(Signé) Dubs.

APPENDICE

(45)

L'EREDE DI MOULTRY

(VERSIONE DAL TEDESCO)

Continuazione — Vedi il numero 182.

CAPITOLO LXI.

Sir Edoardo Gaston — incominciò Beckford, quando i personaggi già nominati furono intorno al suo letto — amava poco il mio padrone, e suo nipote maggiore sir Riccardo Gaston, che per diritto era suo erede. Se fosse stato in suo potere, il vecchio signore avrebbe senza dubbio lasciato i suoi beni al suo idolo Bernardo, ma siccome questo non era possibile, ed il barone si era fitto in capo di riunire in una sola persona le sterminate sue ricchezze, così Bernardo Gaston si vedeva innanzi l'avvenire abbastanza modesto di un figlio cadetto. Nessuna meraviglia quindi — seguitò Beckford dopo una breve pausa durante la quale raccolse le proprie forze — che il povero giovine signore di Moultry, dove Bernardo imperava su tutto, passasse giorni poco lieti. Solo che avesse voluto levare dalla stalla un cavallo, ei doveva prima chiederne permesso al fratello minore, il quale bene spesso glielo negava con qualche scusa, o anche per fargli dispetto. Potete immaginarvi, o signori, come ben poca affezione dovesse essere fra i due fratelli.

— E mio padre tollerava questi abusi? — interruppe Edoardo.

— Egli era ancor troppo giovine per poterli impedire, ma non vi prese mai parte, perchè amava teneramente suo fratello maggiore, e la loro scambievole affezione era il solo conforto per l'infelice Riccardo, fino a che vide e amò la signorina Stanley, sorella del Vicario di Wicksal.

— Mi ricordo di lei — disse Beackam — era una pallida e bella fanciulla. Essa abbandonò la sua casa qualche tempo prima della morte di sir Riccardo, e si diceva che fosse andata in Francia.

Il dottor Tranian pose il dito alla bocca per raccomandare il silenzio, acciocchè le forze di Beckford non fossero esaurite prima ch'egli avesse terminato il suo racconto

— Essi divennero sposi — continuò questo ultimo con voce affievolita — e il fratello della signora compì in segreto la sacra cerimonia nella chiesa di Wicksal.

A queste parole, Collin Craw giunse le mani e inalzò al cielo un tacito ringraziamento. Qualunque fosse l'esito della fatta scoperta, in ogni caso egli non aveva motivi di arrossire di sua madre.

— Se l'avo e il fratello del mio signore concepissero sospetti di ciò, io non ho mai potuto saperlo; quello che so, è che fra di loro avvennero delle scene violenti, e che sir Edoardo venne improvvisamente allontanato da Moultry perchè aveva prese le parti di sir Riccardo. Sei settimane dopo il matrimonio, il mio giovine signore morì annegato, mentre stava bagnandosi nel lago.

— Ma era solo sir Riccardo — chiese Beakam — quando trovò la morte nel lago?

— No.. era con lui sir Bernardo. Del resto io non posso su di ciò dir nulla di preciso poichè il mio infelice padrone mi aveva incaricato di accompagnare sua moglie in Francia. Colà essa doveva attendere che suo marito, giunto alla maggiorità, prendesse possesso delle sostanze di sua madre, per sottrarsi poscia alla dipendenza del crudele suo avo.

— Voi eravate dunque in Francia quando morì Riccardo? — chiese Edoardo.

— Sì... ero a Tours, ove Mrs. Gaston viveva in casa di una sua zia. La notizia dell'immatura fine di suo marito la fece cadere ammalata. Rimessasi alquanto in salute, mi mandò in Inghilterra con una lettera per suo fratello.

— Così dunque voi vedeste Mr. Stanley?

— Per intrighi fatti da sir Bernardo — continuò Beckford sospirando — il povero Rettore perdette il suo posto, e andò a Londra dove probabilmente se la passava in modo assai meschino scrivendo nei giornali. Già di delicata salute, i molti dispiaceri lo condussero dopo un mese alla tomba.

— Però voi lo vedeste? — insistè Collin agitato.

— Io vidi sir Bernardo — continuò lo sciagurato tormentato dai rimorsi — e diedi ascolto alle sue seducenti offerte. Egli mi propose una esistenza indipendente. Io era povero, vano, ambizioso... era stanco di servire, e tuttavia, mi sentii stringere il cuore, quando gli consegnai la lettera che Mrs. Gaston mi aveva affidata per portare a suo fratello.

Il narratore era tanto estenuato che il dottore dovette confortarlo con altri corroboranti perchè potesse proseguire.

— Non dimenticherò giammai il furore del vecchio sir Edoardo e lo sbalordimento di sir Bernardo quando vennero a sapere, leggendo la lettera, che la povera signora aveva la speranza di diventar madre.

Decisero che io ritornassi tosto in Francia per annunziarle la morte di suo fratello, e attendere la nascita del bambino. Innanzi tutto però essi vollero aver la certezza, se e *quali* prove esistessero del matrimonio.

— E voi abusaste della fiducia che vi avevano accordata i vostri padroni? — disse Collin in tuono pieno di rimprovero.

— No... non lo feci — rispose il moribondo — tuttavia non me lo voglio ascrivere a merito. La sola prudenza mi consigliò a conservare il segreto che speravo di vender bene in seguito. Sostenni di non saperne nulla e giurai, fino a che essi ci credettero, o finsero di crederci.

— Dunque le prove esistono?

— Il Vicario scrisse due certificati di matrimonio, uno per lo sposo, che, se non m'inganno, dopo la di lui morte è caduto nelle mani di sir Edoardo, ed uno per la sposa...

— E nessuna annotazione sui libri di chiesa? — chiese Beacham.

— Sì...

ARTICLES ADDITIONNELS

à la convention conclue entre la Suisse et l'Italie relativement à la construction du chemin de fer par le Sanit-Gothard, et signée à Berne le 15 octobre 1869.

(Du 26 avril 1870.)

Dans le but de laisser aux Etats signataires du protocole final de la Conférence internationale de Berne le temps nécessaire pour se mettre en mesure d'accéder à la convention conclue entre la Suisse et l'Italie, les plénipotentiaires soussignés, à cela dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus des articles suivants:

Article 1. Le délai fixé à l'alinéa 2 de l'article 21 de la convention signée le 15 octobre 1869 est prorogé jusqu'au 31 juillet prochain.

Article 2. Les hautes parties contractantes s'engagent à prévenir de cette prorogation les Gouvernements à qui elles ont adressé l'invitation d'adhérer à la dite convention.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent acte et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Berne en double original le vingt-six avril mil huit-cent-soixante-dix (26 avril 1870).

Le plénipotentiaire italien :
Signé (*L. S.*) **Melegari**

Les plénipotentiaires suisses :
Signé (*L. S.*) **Dubs.**
Signé (*L. S.*) **Schenk.**
Signé (*L. S.*) **Welti.**

CONVENZIONE 20 *giugno* 1870, *con cui la Confederazione della Germania del Nord aderisce alla convenzione stipulata il* 15 *ottobre* 1869 *fra l'Italia e la Svizzera per la costruzione della ferrovia del San Gottardo.*

Sa Majesté le Roi d'Italie et le Conseil fédéral de la Confédération suisse, ayant, aux termes du protocole final du 13 octobre 1869, invité Sa Majesté le Roi de Prusse à adhérer, au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord, à la convention conclue le 15 octobre 1869 entre l'Italie et la Suisse pour la construction d'un chemin de fer par le Saint-Gothard reliant les chemin de fer allemands et les chemins de fer italiens, et Sa Majesté le Roi de Prusse désiderant associer, pour l'accomplissement de cette oeuvre les efforts de l'Allemagne du Nord à ceux de l'Italie et de la Suisse, Leurs Majestés le Roi de Prusse et le Roi d'Italie et le Conseil fédéral de la Confédération suisse ont résolu de conclure a cet effet une convention et ont nommé pour leurs plénipotentiaires savoir;

Sa Majesté le Roi de Prusse,
le comte Otto Edouard-Léopold de Bismarck-Schoenhausen, chancelier de la Confédération de l'Allemagne du Nord;

Sa Majesté le Roi d'Italie,
le comte Edouard de Launay, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Prusse et près la Confédération de l'Allemagne du Nord;

Et le Conseil fédéral de la Confédération suisse,
le colonel fédéral Bernard Hammer, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Prusse et près la Confédération de l'Allemagne du Nord;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. La Confédération de l'Allemagne du Nord accède à la convention conclue à Berne le 15 octobre 1869 entre l'Italie et la Suisse, et s'engage à participer pour la somme de dix millions au total des subsides, fixé a l'article 16 de la convention précitée. Les dix milions de francs, comprenant un subside d'un million qui a éte voté par l'administration du chemin de fer rhénan, et un subside d'un milion qui a été voté par l'administration du chemin de fer de Berg et de la Marche, la somme ci dessus indiquée de dix milions sera réduite du montant desdits subsides, attendus de la part des administrations mentionnées, dans le cas où le vote de ces administrations ne serait pas ratifié par les Assemblées générales respective.

Art. 2. Les hautes parties contractantes sont convenues de proroger jusqu'au 31 janvier 1871 le délai fixé à l'article 21 de la convention du 15 octobre 1869, et qui a été déjà prorogé par les articles additionnels à cette même convention.

Art. 3. La Confédération de l'Allemagne du Nord s'engage à appuyer les démarches déjà feites par la Suisse et l'Italie en exécution du l'article 22 de la convention du 15 octobre 1869, et prêtera ses bons offices afin de faire compléter par l'Allemagne le total des subsides, tel qu'il a été prévu par les articles 16 et 20 de la convention sus-mentionnée.

Si dans le nouveau délai fixé à l'article 2 ce complément de subsides n'etait pas assuré par l'Allemagne, la présente convention, comme celle du 15 octobre 1869, sera regardée comme non avenue.

Art. 4. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Berne en même temps que celles de la convention du 15 octobre 1869.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Varzin et à Berlin, le 20 juin 1870.

Suivent les signatures :

Launay.	Bismarck.	Hammer.
(*L. S.*)	(*L. S.*)	(*L. S.*)

CONVENZIONE 27 *gennaio* 1871 *fra l'Italia, la Confederazione della Germania del Nord e Svizzera, per prorogare al* 31 *ottobre* 1871 *il termine stabilito nel capoverso* 2° *dell'articolo* 21 *della convenzione firmata a Berna il* 15 *ottobre* 1869, *e trasportato dall'articolo* 2 *della convenzione firmata a Berlino e a Varzin il* 20 *giugno* 1870 *al* 31 *gennaio* 1871.

Les circonstances où se trouve présentement l'Europe ayant empêché qu'une partie des Etats intéréssés à la construction du chemin de fer du Saint-Gothard et signataires du protocole final de la conférence, qui a déterminé les conditions de la grande voie internationale, aient pu se mettre en mesure d'accéder à la convention conclue à Berne le 15 octobre 1869 d'après le dit protocole, entre l'Italie et la Suisse pour régler leur concours respectif à l'exécution de cette entreprise dans le délai fixé à l'article 21 de cet acte et prorogé par l'article 2 de la convention signée à Berlin et à Varzin le 20 juin 1870 entre l'Italie, la Confédération de l'Allemagne du Nord et la Suisse, par laquelle la Confédération précitée donnait son adhésion à la dite Convention de Berne. — Sa Mejesté le Roi d'Italie, Sa Mejesté le Roi de Prusse pour la Confédération de l'Allemegne du Nord et le Conseil fédéral suisse, réconnaissant qu'il est opportun de maintenir, par une nouvelle proro gation du délai dernièrement fixé, toute leur force obligatoire aux deux conventions mentionnées, ont nommé:

Sa Majesté le Roi d'Italie:
Le chevalier Louis Amedée Melegari, sénateur du royaume; son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Confédération suisse;

Sa Majesté le Roi de Prusse:
Le lieutenant général Maximilien-Henri de Roeder, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération de l'Allemagne du Nord près la Confédération suisse;

Le Conseil fédéral suisse:
Charles Schenk, président de la Confédération suisse;

Emile Welti, vice-président du Conseil fédéral et chef du département militaire de la Confédération, et Jacques Dubs, conseiller fédéral et chef du département fédéral de l'intérieur.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants;

Art. 1. Le délai fixé à l'alinéa 2 de l'article 21 de la convention signée à Berne le 15 octobre 1869, et porté par l'article 2 de la convention signée a Berlin et à Varzin le 20 juin 1870 au 31 janvier de la présente année, est prorogé au 31 octobre prochain.

Art. 2. Si dans ce terme le subside de quatre-vingt-cinq millions de francs n'est pas assuré à l'intreprise, les deux conventions susdites seront considérées comma non avenues.

Art. 3. Les engagements que les hautes parties contractantes ont pris par l'article 3 de la convention de Berlin et Varzin, sont renouvelés.

Art. 4. Le présent acte sera ratifié et les ratifications seront échangées à Berne en même temps que celles de la convention du 15 octobre 1869.

En foi de quoi, les plènipotentiaires l'ont signé et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Berne en triple original le 27 janvier de l'année 1871.

(*L. S.*) **Melegari.**
Von Roeder.
Schenk.
Welti.
Dubs.

S. M. nella udienza del 6 corrente mese ha di *moto proprio* nominato cavaliere di Gran Croce munito del Cordone dell'Ordine dei ss. Maurizio e Lazzaro S. E. il comm. Giovanni De Falco, Ministro di Grazia, Giustizia e dei Culti.

MINISTERO DELLA GUERRA.

MANIFESTO.

Ammissione al volontariato di un anno nei corpi dell'esercito per l'anno 1871-72 *dei giovani nati negli anni* 1850-51-52-53-54.

Roma, 2 luglio 1871.

In virtù dell'art. 1° della *Legge sulle basi generali per l'organamento dell'esercito* votata dal Parlamento e di imminente promulgazione, il Ministero della Guerra rende noto che pel 1° del venturo ottobre saranno aperti gli arruolamenti volontari di un anno presso i reggimenti della fanteria di linea, dei bersaglieri, della cavalleria, dell'artiglieria, il corpo zappatori del Genio ed i distretti militari.

Benchè il volontario abbia facoltà di scegliere il reggimento o il distretto ove prestar l'anno di servizio, tuttavia questo Ministero crede opportuno agli aspiranti al volontariato, che coloro di essi i quali si destinano alla carriera da ingegnere, arruolandosi in uno dei reggimenti di artiglieria o nel corpo dei zappatori del Genio, potranno facilmente ottenere la nomina di sottotenente in una di esse armi nella milizia provinciale; che quanto agli altri, prendendo servizio presso i distretti, oltre a certe agevolezze di trattamento e di servizio specificato nelle norme d'ammissione che seguono, quindi tornerà loro più facile, che non presso ai reggimenti di fanteria, di bersaglieri e di cavalleria, di fare un corso d'istruzione militare più regolare e completo e quindi di abilitarsi a conseguire il grado di sottotenente nella milizia.

Norme di ammissione.

1° Saranno ammessi all'arruolamento volontario per un anno, decorrente dal 1° ottobre 1871 al 30 settembre 1872, i giovani regnicoli nati negli anni 1851, 1852, 1853 e 1854 (quelli esclusi che non avranno compiuto l'anno 17° di età il 1° ottobre 1871), e per eccezione anche quelli nati nel 1850 che già hanno estratto a sorte per la leva; purchè soddisfino alle seguenti condizioni:

a) Non siano ammogliati nè vedovi con prole;

b) Abbiano attitudine fisica al servizio nell'arma nella quale chiedono arruolarsi;

c) Non abbiano incorso condanna a pena criminale o correzionale;

d) Abbiano il consenso del padre, ed in mancanza di esso quello della madre, ovvero in mancanza d'entrambi il consenso del tutore autorizzato dal consiglio di famiglia;

e) Producano attestati di buoni costumi e di buona condotta;

f) Si sottopongano al pagamento di cui al seguente n. 10;

g) Superino l'esame di cui al seguente n. 5.

2° I giovani che desiderano essere ammessi all'arruolamento volontario per l'anno 1871-72 dovranno farne domanda al Comando del distretto militare nel quale hanno domicilio.

Tale domanda (estesa su carta da bollo) dovrà indicare precisamente: il nome, e il cognome dell'aspirante; il nome, cognome e domicilio del padre, o della madre o del tutore; il distretto militare, al quale l'aspirante desidera presentarsi per l'esame d'ammissione; ed il reggimento o distretto presso la quale egli desidera prestar l'anno di servizio.

Correderanno la domanda:

1° L'atto di nascita;

2° La fede di Stato libero;

3° Certificato di penalità rilasciato dalla cancelleria del tribunale correzionale, nella giurisdizione del quale è nato l'aspirante (a termini del Regio decreto 6 dicembre 1865 per l'istituzione del casellario giudiziale);

4° Certificato constatante i buoni costumi e la buona condotta (mod. 76 del regolamento sul reclutamento dell'esercito);

5° Dichiarazione (su carta da bollo) del padre, della madre o del tutore, autenticata dal sindaco, che l'aspirante potrà far fronte al pagamento di cui al seguente numero 10.

La domanda, coi documenti relativi, dovrà pervenire al comando del distretto militare prima del 15 agosto per mezzo del sindaco del comune ove è domiciliato l'aspirante, ovvero direttamente, ma in questo caso franca di posta, quando non venga rimessa a mano.

3° Il 25 del mese di agosto nell'ufficio di maggiorità di ogni distretto sarà ostensibile l'elenco nominativo degli aspiranti al volontariato dichiarati ammissibili dietro i documenti trasmessi al distretto medesimo.

4° I giovani predetti dovranno presentarsi al comando del distretto alle 9 ant. del 5 settembre, onde essere sottoposti alla visita sanitaria per constatare la loro attitudine fisica al servizio militare, e quindi agli esami di cui al seguente numero, se il risultato della visita sanitaria sarà stato favorevole.

5. Gli esami avranno luogo nei giorni 6 e 7 settembre ed anche, se fattibile, nello stesso giorno 5: e consisteranno in due prove, una orale e l'altra scritta, sulle materie contenute nei programmi approvati per le scuole elementari superiori del Regno.

6. A coloro che per ragioni di forza maggiore non avranno potuto presentarsi alla visita sanitaria e agli esami il 5 settembre, il Comandante militare del Distretto potrà concedere di presentarsi il 20 settembre, ma non più tardi.

7. Superati gli esami, gli aspiranti riceveranno dal Comandante del Distretto una dichiarazione di ammissione all'arruolamento volontario per l'anno 1871-72; ed il 1° ottobre dovranno presentarsi al Reggimento o Distretto presso il quale hanno ottenuto di far l'anno di volontariato onde contrarre l'arruolamento e intraprendere il servizio.

8. Il giovane che senza motivi di forza maggiore o senza l'autorizzazione del Comandante del Reggimento o Distretto, ov'è ammesso all'arruolamento, tardasse oltre il 3 ottobre a presentarsi, scadrà dal diritto di contrarre l'arruolamento.

Col 16 ottobre s'intenderanno definitivamente chiusi gli arruolamenti volontari per un anno.

9. I giovani che seguono i corsi universitari o quelli delle scuole superiori tecniche o commerciali (1), che intendono valersi della facoltà loro concessa dall'ultimo capoverso dell'articolo 1° della legge sulle basi per l'organamento dell'esercito, quella cioè di ritardare sino al 24° anno di età l'anno di volontario, dovranno farne esplicita dichiarazione nella domanda di cui al N. 2, indicando l'anno nel quale intenderebbero prestar servizio.

Alle cinque attestazioni specificate nel N. 2, questi giovani dovranno aggiungere:

6.° Certificato degli studi in corso, rilasciato dal Rettore dell'Università o dal Direttore della Scuola superiore tecnica o commerciale, col visto dell'Autorità Scolastica superiore della Provincia.

7° Obbligazioni (su carta da bollo) dei parenti di pagare anticipatamente il prezzo d'affrancazione per i volontari di un anno, che per quest'anno è fissato in lire 600.

Riconosciuta la validità dei documenti presentati, il Comando del Distretto inviterà i parenti a versare nella cassa del Distretto la somma predetta, ed all'atto del versamento, che non potrà essere protratto oltre il 1° ottobre, insieme alla quietanza del medesimo, il Comandante del Distretto rilascierà al giovine il certificato di ammissione all'arruolamento volontario coll'indicazione dell'anno nel quale intende intraprenderlo.

Ai giovani contemplati in questo numero non sarà passata la visita sanitaria e neppure saranno dati gli esami di cui al n. 5.

10. Il volontario di un anno deve pagare all'atto dell'arruolamento ed all'Amministrazione del Reggimento di Distretto nel quale è ammesso:

a) Nei Reggimenti della fanteria di linea, dei bersaglieri, dell'artiglieria, nel corpo zappatori del genio e nei Distretti militari:

L. 120 pel vestiario e corredo:

L. 500 per il vitto e mantenimento in genere;

b) Nei Reggimenti di cavalleria:

L. 200 pel vestiario e corredo;

L. 1200 per il vitto e mantenimento in genere, e per l'uso di un cavallo dello Stato.

Mediante il pagamento oradetto il volontario riceverà tutte indistintamente le competenze devolute al soldato di 2° classe dell'arma in cui serve.

11. Il volontario di un anno che al termine dell'anno di servizio 1871-72 sarà dichiarato, dietro apposito esperimento, *sufficientemente istruito* come soldato, godrà del vantaggio di potere affrançarsi all'epoca della leva della classe rispettiva, cioè di potere ottenere il transito dalla prima alla seconda categoria pagando soltanto L. 600, a vece di L. 2500 come sarà stabilito debbano pagare coloro che intendono affrancarsi senza l'anno di volontariato.

12. Al giovine che, avendo fatto l'anno di volontariato, cadesse per fatto di leva in prima categoria e non intendesse affrancarsi, l'anno di servizio prestato come volontario è computato nello sconto della propria ferma.

13. In fine dell'anno di volontariato saranno dati appositi esami, superando i quali, il volontario potrà poi conseguire il grado di sergente ed aspirare anche a quello di sottotenente nella milizia provinciale.

14. Il volontario che per fatto di leva, non volendo o non potendo affrancarsi, dovesse servir poi in prima categoria, sarà incorporato: come caporale, se avrà superato l'esame da sergente; o come sergente, se avrà superato quello di sottotenente per la milizia provinciale.

15. I volontari di un anno, incorporati che siano, sono interamente soggetti alle leggi e regolamenti militari al pari di qualunque altro soldato dell'esercito.

16. Quelli arruolati nei reggimenti della fanteria di linea, dei bersaglieri e della cavalleria, devono alloggiare in caserma e partecipare al rancio del soldato.

Quelli invece arruolati nell'artiglieria, negli zappatori del genio e nei Distretti militari potranno, col consenso dei loro parenti, ottenere dal Comandante del Distretto di alloggiare presso le loro famiglie ed essere dispensati dall'ordinario, nel qual caso verrà loro pagato alla mano l'importare dello scotto e del pane da munizione.

17. I volontari nei reggimenti di fanteria, bersaglieri e cavalleria, devono, durante l'anno del volontariato, seguire il proprio corpo in tutti i cambiamenti di stanza ed in tutte le destinazioni del servizio che possono succedere.

Quelli invece arruolati nell'artiglieria, negli zappatori del genio e nei Distretti non possono essere traslocati, salvo temporaneamente per prender parte ai campi d'istruzione.

(1) Le scuole superiori tecniche e commerciali gli allievi delle quali possono fruire di questa facoltà sono esclusivamente le seguenti; Regio Istituto tecnico superiore in Milano; — R. Scuola d'applicazione per gli ingegneri in Torino; R. Scuola d'applicazione per gli ingegneri in Napoli; — R. Scuola superiore di commercio in Venezia, — R. Istituto forestale in Vallombrosa; Scuola superiore di agronomia in Milano; — R. Istituto di Studi superiori pratici o di perfezionamento in Firenze; R. Scuola normale superiore in Pisa.

19. Malgrado le suaccennate facilitazioni che potranno essere fatte ai volontari nell'artiglieria, negli zappatori del genio e nei Distretti, non tornerà loro possibile di attendere contemporaneamente ai loro studi ordinari ed all'istruzione militare, dacchè l'anno di servizio prescritto è già un termine di tempo assai limitato perchè quest'ultima riesca sufficiente.

20. Il vestiario dei volontari di un anno sarà lo stesso che quello dei soldati semplici del corpo cui sono ammessi; però saranno fregiati di un distintivo speciale da determinarsi.

N. B. Per maggiori ragguagli intorno all'ammissione, circa agli obblighi ed al trattamento dei volontari di un anno sarà pubblicato quanto prima l'apposito *Regolamento* nel *Giornale Militare*, il quale sarà pure messo in vendita al prezzo di centesimi cinquanta (compresa l'affrancatura postale) presso la *Tipografia di Carlo Voghera in Roma e a Firenze*. Copia del detto *Regolamento* sarà mandata a tutte le Prefetture e Sotto-Prefetture del Regno.

I signori Prefetti e Sotto-Prefetti sono pregati di far inserire il presente manifesto nei giornali della rispettiva Provincia o Circondario, onde vi possa esser data prontamente la maggiore pubblicità.

PARTE NON UFFICIALE

NOTIZIE VARIE

Nella seduta del 6, come ieri si riferì, il Congresso commerciale radunato in Napoli continuò l'esame dei contratti a termine.

Ecco in quali termini i fogli di Napoli compendiano il seguito del resoconto della medesima tornata:

Il prof. Alberto Errera lesse una bellissima relazione ricca di senno pratico e dimostrante profonda conoscenza della materia, la quale fu ammirata da tutta l'udienza. Essa, che è stata messa a stampa sul *Giornale di Napoli*, conchiude col proporre il seguente voto: — Considerando che la giurisprudenza interpreta variamente i contratti a termine, che è necessario di togliere ogni dubbiezza in proposito, la sezione crede essere necessario che il nuovo Codice italiano dichiari validi i contratti a termine, quando sieno conchiusi secondo le consuetudini commerciali.

Lozzi si oppone alla proposta, perchè non vorrebbe protetti dalla legge contratti immorali e pericolosi, quali son quelli di borsa.

Picardi. Si chiede un voto su d'un gran problema che richiede molto studio. Abbiamo da un lato un contratto che è un bisogno del tempo moderno. Dall'altro lato ci si presenta l'aggiotaggio; il quale perturba la società negli interessi privati e nei pubblici.

Il problema è la conciliazione di questi due termini: la salvezza del contratto col freno dell'aggiotaggio.

Le leggi nostre non sono nocive su questo punto. Il regolamento speciale per le borse ha fatto nascere gli equivoci e i disordini.

Il regolamento francese è da respingere. Ma, se esso è da non accettare, non però altri provvedimenti sono necessari o utili. Le nostre leggi non rigettano i contratti a termine; perchè proporre nuovamente la loro accettazione? Si lascino i contratti a termine nel diritto comune. I magistrati decideranno se il fatto speciale presenti un vero contratto, un gioco o uno scommessa. Si lascia questo freno al vizio del gioco in grande. Si respinga il regolamento francese che ci si proponeva; ma non si adotti altra proposta qualsiasi. (*Bene, bravo*).

Incagnoli mostra la necessità di adottare un provvedimento definitivo.

Errera risponde a Lozzi e a Picardi.

Villa-Pernice, per una dichiarazione spiega l'essenza del contratto di borsa. Osserva che i magistrati, generalmente, hanno presunzioni contrarie; e lo dichiarano nullo. Osserva la ingiustizia di questa sentenza. Cita esempi in appoggio della sua affermazione.

La Commissione, dunque, non vuole che questo: distruggere la presunzione che il contratto a termine, in tesi generale, sia un giuoco: salvo sempre il diritto delle eccezioni e delle prove in contrario nei casi speciali.

È messa ai voti la conclusione della Commissione.

Prima però di farla votare, il presidente *Cacace* chiede alla Commissione che cosa abbia inteso per le parole « *consuetudini commerciali* » in fine della sua proposta. Esse potrebbero essere fonte di maggiori litigi che non la legislazione attuale.

Il *relatore* osserva che quelle parole servono per determinare la differenza tra i contratti commerciali a termine e i civili; osserva anche che la proposta della Commissione non è un articolo di legge.

Dopo ciò, la proposta della Commissione è votata a grande maggioranza.

La seduta è sciolta alle ore 5 1[2.

— La sera del 6 ebbe luogo al casino delle Cascine a Firenze il pranzo offerto da vari Senatori e Deputati alla Rappresentanza Municipale di quella città affine

---

— Allora come va che ieri, visitandoli, non abbiamo trovato nulla?

— Era scritta sulla prima pagina, che fu incollata alla coperta del registro. Ho veduto io stesso quando il Vicario fece questa operazione, dopo che l'altro testimonio agli sponsali ebbe firmato, e si fu allontanato dalla chiesa.

— Dunque non eravate il solo testimonio? — chiese Edoardo.

— No!... v'era pure la governante Mrs. Squires.

Beacham mandò subito a chiamare la governante e l'interrogò.

— Io non sono nulla! non posso dirvi nulla! — essa rispose tremando nel riconoscere il moribondo. — Ma dov'è Milady? ... Io debbo parlarle.

— Voi non vedrete mai più la vostra padrona — disse Edoardo.

— Che! ...Milady in prigione? — esclamò la governante nel massimo sbalordimento.

No ... essa è lungi dall'Inghilterra — disse Tranian! Soltanto se voi ci direte la verità apertamente e senza riguardi potrete sperare indulgenza.

Mrs. Squires sembrava essere in preda alla disperazione. Finalmente disse piangendo:

— Che poteva io fare? Già da molti anni io mangiava il loro pane. Inoltre chi si sarebbe immaginata una cosa simile? Io sono innocente di tutto ... non feci che vestire il morto per la sepoltura ... Oh! io lo amava troppo, perchè fossi capace di torcegli un solo capello del capo....

— Di chi? ... di qual capo? — chiese Collin, profondamente agitato.

— Del giovine sir Riccardo — rispose Mrs. Squires. — Del resto quelle traccie che aveva intorno al collo potevano essere anche casuali.

A tale non dubbia conferma del loro più tremendo sospetto gli astanti emisero un grido di orrore.

E l'assassino, il fratricida! — esclamò Collin Craw — giace vicino alla sua vittima, e fino dopo morto si fa beffe dell'umana giustizia. Ma perdio! che così non può stare, e appena sarò nei miei diritti, vo'assegnare al cadavere del miserabile un posto ed una compagnia degni di lui.

— Calmatevi Collin! — dissero i suoi amici vedendolo in tal modo agitato.

— Chi è questo signore? — chiese spaventata la governante.

— Egli è sir Riccardo Gaston — rispose Bechford in tuono solenne, — il figlio del fanciullo, che voi avete nutrito del vostro latte, dell'uomo, al cui matrimonio foste testimone.

— Sento che le forze mi abbandonano — riprese il moribondo con voce ansante — lasciate che io termini l'opera di riparazione prima che sia troppo tardi.

Tutti tornarono in un religioso silenzio.

— Venuto a Tours trovai la mia padrona nella più squallida miseria. Sua zia era morta improvvisamente, e l'aveva lasciata priva affatto di mezzi. Rincrescendomi che ella mancasse del bisognevole finsi di lavorare per lei, e la sovvenni col denaro che mi avevano dato i suoi nemici, finchè giunto il momento essa partorì un maschio. Tre giorni dopo essa morì in conseguenza del parto.

— Ed il fanciullo? — chiese Edoardo che scriveva la deposizione di Beckford.

— Avevo incarico di metterlo nell'Ospizio dei trovatelli della città, ma invece io lo portai con me in Inghilterra, e fattomi amico con Humfrey Skillet, lo misi alla Casa dei Poveri.

— Così vicino a Moultry non avevate a temere che venisse scoperto? — chiese lo Squire.

— Nessuno nei dintorni sospettava del matrimonio di suo padre, e Humfrey mi aveva giurato di essere segreto. Sir Edoardo era a Londra con suo nipote, ed io mi vi recai sollecito per ricevere la ricompensa della mia infamia Essa mi fu fatale — ei seguitò. — Di quanto intraprendevo nulla mi riusciva. Mi ammogliai, e mia moglie morì dopo due mesi; impiantai un negozio e feci bancarotta.... tutto nel giro di un anno.

— Dio è giusto! — osservò il dottore.

— Lo vedo — disse Beckford con una voce che palesava il rapido indebolimento delle sue forze. — Andai in cerca di sir Bernardo, gli raccontai le mie traversie, ed egli mi condusse seco a viaggiare. Visitammo la Francia, l'Italia, e quando fummo di ritorno egli si ammogliò e mi nominò amministratore dei beni di sua moglie con residenza a Penswich.

Ho terminato di raccontarvi quanto sapevo e ne ringrazio il cielo perchè sento che la mia vita è per finire... Io muoio — mormorò fissando gli occhi su Collin... — ma... morrei più rassegnato se il figlio del mio signore volesse assicurarmi del suo perdono...

Tutti guardavano Collin, i cui lineamenti manifestavano una violenta lotta interna.

— Io vi perdono — disse finalmente questi — vi perdono di cuore. Pel resto rivolgetevi a Colui che insieme alle nostre colpe pone sulla bilancia anche le nostre tentazioni.

— Oh! grazie!... grazie! — mormorò Beckford portando alle labbra la mano di Collin. — Sembra che le vostre benevoli parole mi abbiano levato dall'anima la metà delle mie colpe.

Frattanto Edoardo aveva terminate le sue annotazioni che furono scrupolosamente legalizzate.

— Una cosa ho dimenticato — disse ancora Beckfort. — Sir Edoardo voleva ad ogni costo impedire, che il suo nome andasse spento, quindi per quanto odiasse sir Riccardo, egli scrisse tuttavia sul documento, pel quale in certi casi il fidecommesso di Moultry veniva esteso anche alla linea femminile, una annotazione circa al suo matrimonio.

Questo documento si tro... va... nel...lo... scri... gno...

Furono le ultime parole dello sciagurato. Dopo una penosa agonia di un'ora, spirò senza più dir parola.

Edoardo fu il primo a felicitare suo cugino dello splendido avvenire che lo aspettava.

Il nuovo erede di Moultry ringraziò e disse in tuono assai tristo:

— Mi chiamo fortunato di non avere motivo di arrossire di mia madre.

(*Continua*)

di ringraziarla per la cordiale ospitalità che vi ebbero i due rami del Parlamento nel corso di questi ultimi anni. Il comm. Vigliani vice presidente del Senato, il comm. Biancheri presidente della Camera, il comm. Peruzzi sindaco di Firenze ed altri pronunziarono discorsi e brindisi e scambiarono proteste affettuose. La stampa locale si compiace grandemente di questa nuova testimonianza di simpatia data ai rappresentanti della città di Firenze.

— Fra i Sindaci venuti in Roma per la circostanza dell'ingresso di S. M., vuol essere ricordato anche il sig. Sindaco di Ponzano, provincia di Roma, Dott. Giuseppe Monetti.

DIARIO

Sembra che l'*Indépendance Belge* non s'ingannasse quando scriveva che l'Unione parigina della stampa non avrebbe potuto mantenersi sul campo pratico e che le differenze e le divergenze inevitabili fra i diversi fogli che la costituivano si sarebbero manifestate alla prima occasione.

Sono appena pochi giorni che le elezioni suppletive hanno avuto luogo, ed ecco una parte dei fogli della Lega dichiararsi soddisfatti ed altri abbandonarsi a recriminazioni sul risultato dello scrutinio seguito. Finchè l'*Univers* come il *Journal des Débats*, l'*Union* come la *Liberté* avevano argomento di bene sperare della efficacia della Lega per conto degli amici rispettivi, tutto andò pel meglio secondo il migliore accordo possibile; ma poichè gli elettori si sono pronunziati quasi esclusivamente favorevoli alla frazione liberale dell'Unione, ecco i fogli clericali alzar la voce ed accusare il governo pel modo come le operazioni elettorali furono condotte.

Questa circostanza è notata dal *Journal des Débats* parlando delle elezioni dipartimentali.

« Quanto alle elezioni dipartimentali, esso dice, ora che se ne conoscono più esattamente i particolari esse rivelano una splendida vittoria per il programma di Bordeaux. Mentre i repubblicani di diritto divino celebrano il trionfo, secondo loro definitivo ed irrevocabile, della forma di governo sacrosanta alla quale nessuno, nemmeno l'intera nazione, ha diritto di toccare, i partigiani della monarchia di diritto divino si mostrano malcontentissimi ed accusano il governo di non aver tenuti i suoi impegni e di aver favorita la repubblica a scapito della monarchia. L'*Union*, se noi la leggessimo a due mila miglia dalle coste di Francia, ci farebbe quasi credere che il sig. Thiers abbia ristabiliti i prefetti a uso Rouher e che le guardie campestri abbiano battuta, come altra volta, la campagna onde imporre agli ingenui abitanti le liste protette dalla gendarmeria. Fortunatamente noi ci troviamo abbastanza vicini ai paesi di cui si tratta per sapere che le cose non sono andate altrimenti come si dà l'aria di credere il foglio sacro alla legittimità monarchica. »

Il generale conte di Palikao, ex-ministro della guerra, ha pubblicato una lunga lettera in risposta al discorso pronunciato ultimamente dal generale Trochu all'Assemblea nazionale di Versailles. Il conte di Palikao intende di protestare contro alcune accuse lanciate contro di lui dall'ex-governatore di Parigi e presidente del governo della difesa nazionale.

Il foglio officiale dell'Impero germanico del 4 luglio promulga una legge, in virtù della quale tutti i decreti e regolamenti per l'Alsazia-Lorena, pubblicati dalla cancelleria dell'Impero, acquisteranno immediatamente forza di leggi.

I giornali di Berlino commentano ancora il discorso testè pronunziato dal conte Beust in seno della Delegazione del Reichsrath sui rapporti dell'Austria colle potenze estere. A questo proposito la *Provinzial-Correspondenz* del 5 luglio, dopo di avere riprodotto l'intiero discorso, aggiunge: « Queste parole schiette e dignitose verranno in tutti i paesi apprezzate secondo il loro alto e consolante significato. »

Discorrendo di questo stesso discorso la *Norddeutsche Zeitung* scrive: « Se le prospettive decisamente pacifiche, presentate dal conte Beust, sono già confortanti assai, tanto più sono tali quei periodi che accennano ai rapporti dell'Austria-Ungheria coll'Impero germanico. Che questi rapporti siano amichevoli, è cosa nota; che il cancelliere dell'Impero sia convinto che abbiano a durare amichevoli, tutta la Germania ne proverà una viva soddisfazione. »

Il citato giornale aderisce pienamente a quanto il conte Beust disse riguardo all'antica Confederazione germanica, che cioè la conservazione della pace fosse particolarmente dovuta alla costante armonia tra l'Austria e la Prussia; e che ora, colla cessazione della questione controversa (chi, cioè, dovesse assumere la direzione della Germania), fu tolto ogni motivo di rivalità.

Il *Reichsanzeiger* di Berlino del 30 giugno pubblica il seguente ordine di gabinetto dell'Imperatore:

« Alla guerra felicemente terminata successe una pace egualmente onorevole. Dopo lunghi, difficili e penosi lavori, le brave truppe hanno la soddisfazione di rientrare nei loro focolari. La patria sa ciò che deve loro, e perciò gli fece dovunque l'accoglienza la più cordiale e simpatica. La mia capitale e residenza ha dato di nuovo l'esempio.

« Come alla partenza dei bravi guerrieri li accompagnò coi voti i più ardenti, come durante la lotta si sforzò senza posa di addolcirne le dure prove, così al ritorno diè loro testimonianza della sua simpatia e patriottismo. Il sentimento di riconoscenza e di gioia lungo tempo compresso nei cuori, ha trovato sincera espressione ed entusiastica, tale che non potrebbesi figurare altra più magnifica.

« L'accoglienza solenne fatta ai generali e alle truppe mi ha riempito della più viva soddisfazione e sento il bisogno di esprimere la gratitudine la più profonda al municipio e alla popolazione berlinese, come a tutti coloro che presero parte alla festa.

« GUGLIELMO. »

Da Washington si annunzia, sotto la data 10 giugno, che in un Consiglio di gabinetto tenutosi in quel giorno stesso il segretario Robinson aveva comunicato un dispaccio dell'ammiraglio Rogers, comandante della squadra americana nei mari dell'Asia, arrivato per la via di S. Francisco; e dando ragguagli di un combattimento impegnatosi tra i Chinesi della penisola di Corea e le forze unite degli Stati Uniti e d'Europa di stazione in quelle acque

Si seppe che l'ammiraglio Rogers trasportava in Corea un certo numero dei Coreani che egli aveva raccolti sul mare e che egli aveva potuto salvare da un naufragio, dimostrando con quest'atto il contrasto che sussiste tra il buon volere delle nazioni civili e la barbarie dei Coreani che avevano, qualche tempo innanzi, massacrato l'equipaggio d'un naviglio francese naufragato sulle coste. Le scialuppe distaccate dai bastimenti da guerra di Francia, Inghilterra, Prussia e degli Stati Uniti per compiere una tal missione, hanno ricevuto il fuoco dei Chinesi, i quali ignoravano senza dubbio il motivo della spedizione. Ne seguì un combattimento, nel quale i Chinesi furono sconfitti.

A questi fatti un dispaccio più recente di Washington aggiunge i seguenti particolari:

Nel dì 1° di giugno, il ministro americano residente nella China, accompagnato dall'ammiraglio Rogers, fece una spedizione per la penisola coreana all'oggetto di iniziare pratiche relative alla conclusione di un trattato colle autorità del paese per la protezione dei marinai naufragati delle potenze civili, i quali, allorquando vengono gettati sulle coste, sono catturati come schiavi ovvero trucidati, o finalmente esposti ad ogni genere di maltrattamenti.

La spedizione era inoltre accompagnata da un navilio da guerra francese, da un prussiano e da un navilio inglese. Il ministro americano e gl'inviati coreani mostravano disposizioni a trattare. Questi ultimi non opposero alcuna difficoltà all'esame topografico delle coste e dei mari della penisola; onde fino dal 1° giugno quattro scialuppe a vapore furono spedite al luogo chiamato il *Passo difficile*, dove pericolosa è la navigazione. Ma ecco che alcune batterie mascherate, con parecchie migliaia di Coreani aprirono un fuoco violento senza alcun previo avviso.

Il navilio francese, che si trovava davanti, combattè con valore, e, presentatesi bentosto le altre navi compagne, il nemico venne cacciato dai suoi baluardi. Quindi le navi, approfittandosi della marea, si avanzarono lanciando i loro obici sul nemico che indietreggiava. Il dispaccio dell'ammiraglio americano Rogers conchiudeva con questi termini: « Nel dì 3 abbiamo ricevuta dal governo coreano una comunicazione che potrà condurre ad un avviamento di trattative. Se ciò non si effettuasse, e dacchè alle nostre proposte pacifiche i Coreani hanno risposto con una guerra che noi non abbiamo provocata, allora le nostre truppe non avrebbero più che ad effettuare il loro sbarco e a distruggere i forti; e noi provvederemo al modo di tutelare gl'interessi della civiltà. »

Ora è noto che le trattative di pace non ebbero effetto, perchè notizie posteriori ci recarono che i forti vennero assaliti e presi con tutto il materiale che contenevano.

I fogli francesi pubblicano il seguente specchio caratteristico dei 21 deputati eletti a Parigi:

1. Wolowski, voti 143,700. Economista rinomato, amministratore di grandi compagnie finanziarie. (Proposto dall'Unione parigina della stampa e dalla Unione repubblicana della stampa).
2. Alfredo André, voti 130,900. Grande banchiere. (Proposto dall'Unione parigina, dall'Unione repubblicana e dalla Società repubblicana del progresso sociale e politico).
3. Pernolet, voti 123,800. Sindaco di Parigi; rifiutò di capitolare con la Comune. (Proposto dall'Unione parigina, dall'Unione repubblicana e dalla Società repubblicana del progresso sociale e politico).
4. Louvet, voti 224,700. Ex-presidente del tribunale di commercio. (Proposto dall'Unione parigina e dall'Unione repubblicana.)
5. Dietz-Monin, voti 115,000. Proprietario di grandi manifatture, candidato del commercio e dell'industria. (Proposto dall'Unione parigina, dall'Unione repubblicana e dalla Società repubblicana del progresso sociale e politico).
6. Edmondo De Pressensé, voti 116,200. Pastore protestante. (Proposto dall'Unione parigina e dall' Unione repubblicana).
7. Paolo Morin, voti 117,900. Sindaco di Nanterre, proprietario di manifatture. (Proposto dall'Unione parigina e dall'Unione repubblicana).
8. Denormandie, voti 113,330. Presidente della Camera degli avvocati (proposto dall'Unione parigina e dall'Unione repubblicana).
9. Corbon. voti 115,200 (proposto dal Comitato repubblicano della Senna, dal Comitato repubblicano radicale e dalla Società repubblicana del progresso sociale e politico).
10. Leone Gambetta, voti 114,800 (proposto dal Comitato repubblicano radicale).
11. De Ploeuc, voti 108,200. Sotto governatore della Banca di Francia (proposto dall'Unione parigina)
12. De Cissey, voti 108,200. Ministro della guerra; si distinse nell'assalto di Parigi (proposto dall'Unione parigina).
13. Scherer-Koestner, voti 107,500 (proposto dal Comitato repubblicano della Senna e dal Comitato repubblicano radicale).
14. Krantz, voti 107,000 (proposto dalla Società repubblicana del progresso sociale e politico).
15. Edoardo Laboulaye, voti 106,200. Pubblicista distinto, professore dell'Istituto di Francia (proposto dall'Unione parigina e dalla Società repubblicana del progresso sociale e politico).
16. Leone Lefebure, voti 104,800, ex-deputato alsaziano (proposto dall'Unione parigina).
17. Sebert, voti 94,400. Presidente della Camera dei notai (proposto dall'Unione parigina).
18. Laurent-Pichat, voti 99,000 (proposto dal Comitato repubblicano della Senna, dal Comitato repubblicano radicale e dalla Società repubblicana del progresso sociale e politico.
19. Drouin, voti 80,000 (proposto dall'Unione parigina).
20. Breslay, voti 95,300 (proposto dal Comitato repubblicano della Senna e dal Comitato repubblicano radicale).
21. Bonvalet, voti 93,900 (proposto dal Comitato repubblicano radicale).

In riassunto, l'*Unione parigina della stampa* (partito dell'ordine) ha vinto in quattordici sezioni;

L'*Unione repubblicana della stampa* (partito repubblicano moderato) ha vinto in otto sezioni;

Il *Comitato repubblicano della Senna* (partito repubblicano puro) ha vinto in quattro sezioni;

Il *Comitato repubblicano radicale* ha vinto in sei sezioni;

La *Società repubblicana del progresso sociale e politico* (partito repubblicano moderato) ha vinto in sette sezioni.

Per la fausta occasione dell'ingresso di S. M. in Roma e dello stabilirvisi della Sede del Parlamento e del Governo, espressero voti di devozione e riconoscenza a S. M. plaudendo al suo Governo:

Le Deputazioni provinciali di Ravenna e di Belluno;

I Municipii di Spaccaforno, Rimini, Ceva, Riesi, Reggio Calabria, Porto Maurizio, Deruta, Treja, Bondeno, S. Vito Chietino;

Guardia Nazionale di Arona;

Autorità di Porto Maurizio;

Autorità e Municipii del circondario di Penne.

Fino a quando non sia pubblicato il *Giornale ufficiale per le inserzioni giudiziarie ed amministrative della* PROVINCIA DI FIRENZE, le medesime debbono, come è dalla legge prescritto, essere inserte nella GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO.

Le richieste d'inserzione si possono fare anche a Firenze presso gli Editori EREDI BOTTA, Via del Castellaccio, n. 12.

Dispacci elettrici privati

(AGENZIA STEFANI)

Madrid 6.

Le Cortes respinsero con 119 voti contro 61 la proposta di censurare il governo. Fu presa in considerazione la proposta per un amnistia. Credesi che Moret si dimetterà allorchè la commissione d'inchiesta sulla questione dei tabacchi presenterà alle Cortes la sua relazione. Assicurasi che Zorilla sarà incaricato dell' *Interim* delle finanze.

L'*Imparcial* crede che la Banca di Parigi acconsentirà a una rescissione del contratto senza domandare un'indennità.

Londra 6.

È arrivato il principe di Prussia.

Marsiglia 6.

Un telegramma del Lallemand annunzia la sottomissione di molte tribù: tre principali capi degli insorti si sono resi a discrezione. Il famoso Seccicco Haddad scrisse una lettera di sottomissione. Sperasi vedere bentosto la fine della rivolta nella provincia di Algeri. La repressione procede più lenta nella provincia di Costantina.

Versailles, 6.

Assemblea. — La legge della cauzione dei giornali fu approvata.

Il conte di Jaubert sostiene la sua proposta relativa agli stranieri non naturalizzati.

Favre la respinge come pericolosa, impolitica e inopportuna. Per conseguenze all'interno ed all'estero il ristabilimento del passaporto avrebbe gravi inconvenienti. Favre soggiunge che Jaubert ebbe torto di parlare di treni di piacere degli inglesi che vennero a vedere le nostre rovine. Non avrebbe dovuto dimenticare che questi treni di piacere o piuttosto di curiosità furono preceduti dai treni di soccorso. Non dovrebbe pure dimenticare che dinanzi all' occupazione straniera le passioni devono essere acquetate e non eccitate. È necessario di seguire una politica di conciliazione e di pace. Occorre si sappia all'estero che per quanto risguarda noi la pace deve essere rispettata e siamo decisi a eseguire lealmente le condizioni della pace, altrimenti invece di pacificarla non faremo che inasprire la situazione e moltiplicare le vessazioni che siamo costretti a sopportare. Bisogna nè abbassarci nè cercare di rialzarci con provocazioni che potrebbero avere gravi conseguenze.

Mettetal spiega perchè la Commissione ricusò di approvare la proposta di Jaubert, considerandola impolitica e impraticabile.

Jaubert riservasi a presentare la sua proposta alla Commissione del Bilancio.

Parigi, 7.

Il *Journal Officiel* pubblica un avviso recante che i risultati definitivi della sottoscrizione del prestito pervennero alla Amministrazione, che pubblicherà i dettagli appena saranno classificati. Ma essa informa fin da oggi il pubblico che la parte proporzionale attribuita a ogni sottoscrittore è di 45 per 100 della somma di rendita sottoscritta. Un avviso ulteriore farà conoscere la data da cui comincierà lo scambio dei certificati contro le ricevute provvisorie. Il bilancio della Banca di Francia aumentò nell'incasso di 100 milioni, il portafoglio 47, anticipazioni 1, tesoro 280, diminuzione dei biglietti 139, conti venti.

Berlino, 7.

L'imperatore partirà domani sera per Ems.

Londra, 7.

Il principe e la principessa di Galles partono la prossima settimana per la Germania.

Il principe di Prussia recò l'Aquila Nera per Bernstorff.

Alla Camera dei Comuni continua la discussione del *bill* sulla votazione segreta.

Parigi, 7.

Manteuffel ripartì stamane da Versailles. Ebbe parecchie conferenze con Tiers. Sperasi che in seguito ai pagamenti che effettueransi, i prussiani sgombreranno parecchi dipartimenti alla fine di luglio.

Parigi, 7.

L'*Union* pubblica un proclama di Enrico Borbone datato da Chambord, 5 aprile. Esso dice: Francesi! — Io mi trovo in mezzo a voi che mi apriste le porte della Francia. Non potei ricusare la felicità di rivedere la patria, ma non voglio dare con la mia prolungata presenza dei pretesti ad un'agitazione. Parto quindi da Chambord, ma non mi separo da voi. La Francia sa che io le appartengo. Non posso dimenticare che il diritto monarchico è il patrimonio della nazione, nè disconoscere i doveri che quel diritto m'impone verso di essa. Adempirò questi doveri, credetelo alla mia parola, d'onesto uomo e di re. Coll'aiuto di Dio fonderemo insieme, quando vorrete, sopra larghe basi, il decentramento amministrativo e le franchigie locali, essendo questa la forma di governo più conforme ai bisogni reali del paese.

Chambord protesta contro l'idea che voglia ristabilire le decime e i diritti feudali: ma dichiara che conserverà la bandiera bianca colla quale si fece l'unità nazionale, e l'affiderà senza timore al valore dell' esercito francese.

Termina dicendo: Francesi! Enrico V non può abbandonare la bandiera a Enrico IV.

Bruxelles 7.

La Camera approvò con 62 voti contro 19 la proroga della legge relativa all' espulsione degli stranieri.

Londra, 7.

Camera dei Comuni. — Gladstone rispondendo a Nornood dice che comunicazioni soltanto verbali furono scambiate fra il governo francese e lord Lyon, fra Broglio e Granville circa il trattato di commercio. Il governo francese riconosce di essere obbligato dalle stipulazioni del trattato. Il governo inglese attende prossimamente comunicazioni più esplicite che comunicherà subito alla Camera e al paese.

Parigi, 8.

Iersera furono proclamati al Lussemburgo i deputati di Parigi. In luogo di Bonvalet fu proclamato Moreau, in cui favore vennero calcolati alcuni voti prima incerti.

Borsa di Londra — 5 luglio.

Consolidato inglese	93	3[8
Rendita italiana	56	—
Lombarde	14	11[16
Turco	—	—
Spagnuolo	—	—

Borsa di Parigi — 7 luglio.

Rendita francese 3 %	56	60
Rendita italiana 5 %	57	—
Ferrovie Lombardo-Venete	371	—
Obbligazioni Lombardo-Venete	225	—
Ferrovie romane	67	—
Obbligazioni romane	145	—
Obbligazioni Ferrovie Vitt. Eman. 1863	159	—
Obbligazioni Ferrovie Meridionali	171	75
Consolidati inglesi	—	—
Cambio sull'Italia	—	—
Credito Mobiliare francese	160	—
Obbligazioni della Regia Tabacchi	448	—
Azioni id. id.	672	—
Prestito	87	70

Borsa di Vienna — 7 luglio.

Mobiliare	285	40
Lombarde	176	90
Austriache	408	—
Banca Nazionale	770	—
Napoleoni d'oro	9	84
Cambio su Londra	123	40
Rendita Austriaca	69	—

Borsa di Berlino — 7 luglio.

Austriache	222	—
Lombarde	95	—
Mobiliare	155	—
Rendita italiana	56	3/8
Tabacchi	89	1/8

Chiusura della Borsa di Firenze — 8 luglio.

Rendita 5 %	59	97
Napoleoni d'oro	20	96
Londra 3 mesi	26	41
Marsiglia, vista	104	90
Prestito nazionale	85	05
Azioni Tabacchi	703	75
Obbligazioni Tabacchi	474	—
Az. della Banca Nazionale	2820	—
Ferrovie Meridionali	386	75
Obbligazioni Meridionali	182	50
Buoni Meridionali	459	—
Obbligazioni Ecclesiastiche	81	37

La Direzione della GAZZETTA UFFICIALE è presso il Ministero dell'Interno.

L'Ufficio di Amministrazione e di Distribuzione della Gazzetta è stabilito provvisoriamente in via dell'Archetto, n. 94.

All'Amministrazione della *Gazzetta Ufficiale* devono essere trasmesse tutte le domande di associazione e di inserzione, gli annunzi giudiziari ed amministrativi e gli avvisi che per legge debbono essere inseriti nella *Gazzetta Ufficiale del Regno*.

FEA ENRICO, Gerente.

ROMA, dalla Tipografia Nazionale, piazza Crociferi
Per commissione degli EREDI BOTTA.

LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO DI ROMA

del dì 8 luglio 1871.

CAMBI	Giorni	LETTERA	DENARO
Genova	30	— —	— —
Napoli	30	— —	— —
Livorno	30	— —	— —
Firenze	30	— —	— —
Venezia	30	99 —	60 —
Milano	30	— —	— —
Ancona	30	— —	— —
Bologna	30	— —	— —
Parigi	90	— —	— —
Marsiglia	90	103 30	102 80
Lione	90	— —	— —
Londra	90	26 35	26 25
Augusta	90	— —	— —
Vienna	90	— —	— —
Trieste	90	— —	— —

VALORI	GODIMENTO	VALORE NOMINALE	CONTANTI
Rendita italiana 5 0[0	1 luglio 71	— —	59 60
Consolid. Romano 5 0[0	»	— —	59 50
Imprestito Nazionale	1 aprile 71	— —	85 —
Detto piccoli pezzi	»	— —	85 10
Obblig. Beni Eccles. 5 0[0	»	— —	81 10
Certificati sul Tesoro 5 0[0	1 luglio 71	537 50	485 —
Detti Emissione 1860-64	1 aprile 71	— —	62 25
Detti concambiati	»	— —	61 50
Banca Nazionale italiana	»	1000 —	— —
Banca Romana	1 luglio 71	1075 —	1175 —
Azioni Tabacchi	»	500 —	— —
Obbligazioni dette 5 0[0	»	500 —	— —
Strade Ferrate Romane	»	500 —	— —
Obbligazioni dette	»	500	— —
Strade Ferrate Meridionali	»	500 —	— —
Buoni Merid. 6 0[0 (oro)	»	500 —	— —
Società Romana delle Miniere di ferro		537 50	— —
Società Anglo-Romana per l'illuminazione a Gas	1 luglio 71	500 —	573 —
Gas di Civitavecchia	»	500 —	510 —
Pio Ostiense	»	430 —	— —

OSSERVAZIONI.

Non essendosi fatte contrattazioni, i corsi sono rimasti nominali ai prezzi antecedenti.

Visto: *Il Deputato di Borsa*
GIUSEPPE RIGACCI.

OSSERVATORIO DEL COLLEGIO ROMANO

Addì 7 luglio 1871.

	7 antim.	Mezzodì	3 pom.	9 pom.	*Osservazioni diverse*
Barometro	765 3	764 8	763 7	764 2	(Dalle 9 pom. del giorno prec. alle 9 pom. del corrente)
Termometro esterno (centigrado)	22 2	27 0	28 5	22 6	TERMOMETRO
Umidità	47 | 8 85	20 | 5 39	22 | 6 22	33 | 6 68	Massimo = 28 5 C. = 22 8 R.
Anemoscopio	N. 5	N. 11	O. NO. 5	N. 16	Minimo = 18 9 C. = 15 1 R.
Stato del Cielo	10 bellissimo	10 bellissimo	10 bellissimo	10 bellissimo	

ESTRATTO DI BANDO DI VENDITA
per espropriazione forzata.
(*Prima pubblicazione*)

Al seguito della sentenza dei 4 maggio 1871, proferita dal tribunale civile di Firenze, ad istanza del signor Pasquale Bombicci, negoziante e possidente domiciliato in Firenze, rappresentato dal dott. Gio. Batt. Agnolesi portante l'ordine di vendita a pregiudizio del signor Giuseppe Bolognesi originario debitore, e della signora Flavia Martelli vedova ed erede di Raffaello Ferroni, non che del signor Gio. Batt. Falugi sindaco definitivo al fallimento di detto Raffaello Ferroni terzo possessore, di una casa di n. 17 stanze compresa la colombaia, ed un appezzamento di terra ad uso di orto, posto il tutto nel Borgo Maestro di Pontassieve, descritta secondo il catasto di detta comunità in sezione G, dalle particelle di n. 1781 e 1782, articolo di stima di n. 1000, con rendita imponibile catastale di lire 181 61, e contenente altresì detta sentenza la dichiarazione di apertura del giudizio di graduazione, alla istruzione del quale delegò il giudice avvocato Lorenzo Bonci, e l'ordine ai creditori inscritti di depositare le loro domande di collocazione motivate, coi documenti giustificativi nel termine di trenta giorni dalla notificazione del presente bando, con ordinanza presidenziale 27 giugno 1871 venne stabilita la udienza del dì 11 agosto prossimo 1871, a ore 10 antimeridiane, per dar luogo allo incanto dei suddetti immobili al prezzo ed alle condizioni seguenti:

1° Tale incanto verrà aperto sul prezzo di lire duemila quattrocento settantaquattro e centesimi 40, offerto da detto signor Pasquale Bombicci, corrispondente a sessanta volte il tributo diretto verso lo Stato.

2. Non saranno ammessi ad offrire al suddetto incanto se non che coloro i quali giustificheranno di aver depositato in contanti la somma di lire mille per far fronte alle spese di procedura, incanti, vendita e trascrizione, più la somma o in danaro o in rendita del Debito Pubblico, da valutarsi secondo il listino di Borsa, equivalente alla decima parte del prezzo dei beni che sopra, tranne quelli che venissero dispensati dal presidente del tribunale dall'eseguire detto deposito.

3. La vendita seguirà a favore di colui che avrà fatta l'offerta maggiore dopo l'accensione e consumazione di tre candele senza che sia stata fatta maggiore offerta.

4. Il compratore entrerà in possesso dei suddetti immobili tostochè la vendita sia divenuta definitiva, e da detto giorno gli spetteranno le rendite e pigioni, con obbligo di pagare in correspettività tutte le contribuzioni di qualunque specie e natura, non meno che il prezzo di liberazione e relativi interessi a chi e come dal tribunale gli verrà ordinato.

5. Senza diritto di rivalsa verso il creditore espropriante o altri rispetterà le locazioni fatte in ordine al disposto degli articoli 1597 e 1598 del Codice civile.

6. Con tanta rata del suddetto prezzo, non suscettibile di diminuzione pel fatto delle locazioni che sopra, pagherà tutte le spese di subasta dal precetto del mese in poi, comprese quelle della vendita.

7. Finalmente il compratore, sotto pena di perdere il deposito, dovrà adempiere esattamente le condizioni che sopra, con quel più che dispone in proposito il Codice civile e quello di procedura.

Firenze, li 3 luglio 1871.

2304 Dott. Gio. Batt. Agnolesi.

AVVISO. 2305

Il R. tribunale civile di Ancona con suo decreto in data 30 maggio 1871, sull'istanza di Piantini Roberto, Alfonso e Marianna, di questa città, rappresentati dal procuratore sottoscritto, ed in base al disposto dall'articolo 22 del Codice civile ha ordinato che sieno assunte informazioni sull'assenza di Piantini Giuseppe del fu Antonio, marinaio, già domiciliato in Ancona, procedendosi a tutte le formalità richieste dall'articolo 23 del Codice suddetto.

Ancona, 4 giugno 1871.

Dott. M. Bartoloni, proc.

2314 AVVISO.
(*Prima pubblicazione*)

Il tribunale civile e correzionale di Milano con decreto 10 giugno 1871, numero 545, ha autorizzata la Direzione del Debito Pubblico a tramutare il certificato n. 5275, in data 12 maggio 1862, della rendita annua di lire 135, intestato al nome di Marazzi Eligio fu Luigi, in altro certificato di rendita del Debito Pubblico da iscriversi al nome di Antonio Marazzi fu Eligio; a tramutare il certificato n. 53799, in data 8 luglio 1868, della rendita di lire 840, parimenti intestato a Marazzi Eligio fu Luigi in altro certificato della rendita di cui sopra da intestarsi al nome di Goffredo Marazzi del fu Eligio; similmente a tramutare il certificato del Debito Pubblico n. 53800, colla stessa data della rendita di lire 190, intestato al nome di Marazzi Eligio fu Luigi, in altro certificato da intestarsi al nome di Marazzi Luigi fu Eligio.

Si rende perciò avvertito chi potesse avervi diritto a fare le sue opposizioni in tempo utile.

Dott. Antonio Marazzi
incaricato anche dagli altri fratelli Luigi e Goffredo, tutti domiciliati in Milano Corso Porta Romana, n. 18.

SMARRIMENTO.

Si è smarrita una fede di deposito del Sacro Monte di Pietà di Roma a favore del signor Marone Mancini del tenore seguente:

« Banca Popolare operaia di Bari a disposizione del Consiglio centrale della Banca suddetta, o da chi sarà autorizzato dal medesimo, lire cinquemila in boni della Banca Romana recò il signor Marone Mancini, da non amuoversi detta somma che dopo la sovrana autorizzazione per erogarla nell'acquisto di azioni della stessa Banca. »

A datare da oggi la preindicata fede viene diffidata per qualunque effetto di legge, rimanendo nulla e da rinnovarsi solo a favore del ripetuto sig. Mancini appena scorso un mese dalla presente diffidazione.

Roma, li 7 luglio 1871.

2815 Marone Mancini.

RINUNCIA D'EREDITÀ.

Si deduce a pubblica notizia che i signori Giovanni, Emilia, Annunziata e Carlotta Biscasillas con dichiarazione emessa nella cancelleria della pretura del terzo mandamento di Roma li 2 luglio corrente hanno rinunciato alla eredità intestata del fu Ludovico Biscasillas, a forma dell'articolo 944 del Codice civile.

2779 Antonio dott. Di Rosa, proc.

RINNOVAZIONE
di avviso di vendita giudiziale.

Ad istanza del signor Giuseppe Salvatori nel giorno diecinove del corrente luglio, alle ore 11 ant., nell'uffizio della Depositeria, posto alla piazza del Sacro Monte, n. 33, si procederà per pubblico incanto, e colle norme prescritte dal regolamento 10 novembre 1834, alla vendita giudiziale a favore del maggior offerente, della vigna con casino a due piani superiori, tinelli, stalle, rimesse ed altri comodi e diritti alla medesima aderenti, con fabbricati per comporre asfalto ed acido solforico, ecc., confinante con Antonio Ricci, via delle Mura e vicolo della Travicella, ed il piazzale a mano manca appena sortita la porta San Paolo, vocabolo la Travicella, della quantità di tavole 15 50.

Presso il cancelliere del tribunale civile di Roma trovasi ostensibile il fascicolo n. 1495 dell'anno 1869, nel quale esistono la sentenza di condanna, il verbale di esecuzione, il capitolato e quant'altro è prescritto dal § 1308 del detto regolamento.

Il primo prezzo sul quale verrà aperto l'incanto è di L. 12,387 14.

Roma, 6 luglio 1871.

2813 Gio. Baldassare Nuvoli, proc.

AVVISO D'ASTA
per vendita di beni stabili propri dello Spedale di Rapallo.

Il notaio sottoscritto previene il pubblico che alle ore 10 antimeridiane dei giorni ventiquattro, venticinque, ventisei (24, 25, 26) e successivi del mese di luglio prossimo venturo, col di lui ministero avranno luogo nella segreteria del civico spedale di Rapallo, avanti la Commissione amministrativa del medesimo, gl'incanti per la vendita degli infradescritti stabili proprii di detto ospedale nei trentun distinti lotti infra dinotati:

Stabili a vendersi.

Lotto 1. Terra domestica olivata, vignata e fienata, con poca frutta, e seminativa in parte ed in parte selvatica, fenile, con roveri, con casa colonica entrostante, sita a Rapallo, quartiere di Gravero, luogo detto Terra da Pozza e Calandrino. Pel prezzo di italiane lire tremila seicento (L. it. 3600).

Lotto 2. Terra domestica in parte, ed in parte seminativa, alberata di d'olivi, viti, fichi, e gelsi, con poca frutta, posta ove sopra, chiamata Chiappuni dritti e Vignoli, con porzione di terra selvatica denominata Soagna, Mortina, Butà, e sotto la strada della Chiappella. Pel prezzo di italiane lire duemila cinquecento quaranta (Lire italiane 2540).

Lotto 3. Terra domestica olivata, vignata e fienata, e seminativa in parte, sita ove sopra, denominata la Rocca, con porzione di terra selvatica chiamata Butà. Pel prezzo di italiane lire mille quattrocento ottanta (L. it. 1480).

Lotto 4. Terra domestica olivata, vignata, fienata, fruttiva e seminativa, con casotto ad uso di fieno, con un pezzo attiguo di terra selvatica con castagni e roveri, posta ove sopra, luogo detto Temporino. Pel prezzo di italiane lire mille duecento (L. it. 1200).

Lotto 5. Piccolo corpo di terra domestica in parte, ed in parte castagnativa, con roveri, sita ove la precedente, chiamata Orti. Pel prezzo di italiane lire trecento quaranta (L. it. 340).

Lotto 6. Piccolo corpo di terra selvatica con pini, sita ove sopra, luogo detto Rinne. Pel prezzo di italiane lire cento ottanta (L. it. 180).

Lotto 7. Piccolo corpo di terra selvatica, posta ove sopra, luogo detto l'Arbore, senza piante. Pel prezzo di italiane lire ottanta (L. it. 80).

Lotto 8. Terra domestica olivata, vignata, fienata e fruttiva con gelsi, e casa colonica di solaio e fondo, sita a Borzoli, Rapallo, luogo detto Sotto Valleggia. Pel prezzo di italiane lire quattromila sessantasei (L. it. 4066).

Lotto 9. Terra divisa in due pezzi dalla strada, posta ove sopra, luogo detto Valleggia. Pel prezzo di italiane lire seicento (L. it. 600).

Lotto 10. Terra ortiva alberata di viti, fichi, pioppi, gelsi ed altro, sita a Rapallo nella località degli Orti. Pel prezzo di italiane lire tremila cinquecento (L. it. 3500).

Lotto 11. Terra ortiva posta ove sopra, luogo detto Orti. Pel prezzo di italiane lire ottocento (L. it. 800).

Lotto 12. Piccola terra domestica, vignata, fienata, fruttiva e seminativa, con casotto ad uso di fieno, posta a Foggia, quartiere Tassarà, Rapallo, luogo detto Maggiolo. Pel prezzo di italiane lire quattrocento venti (Lire italiane 420).

Lotto 13. Terra domestica olivata, vignata, fienata, fruttiva e seminativa, posta ove sopra, luogo detto Casale di sopra. Pel prezzo di italiane lire seicento venti (L. it. 620).

Lotto 14. Terra domestica, olivata, vignata, fienata, fruttiva e seminativa, con casa e una fascia a questa attigua verso levante, ivi compresa tutte le piante esistenti nella strada sopra di detta fascia ed una piazzetta, da ponente con un filare di vigna, davanti la porta della casa verso ponente mediante un paio termini, sita ove la precedente, denominata Casale. Pel prezzo di italiane lire novecento ottanta (Lire italiane 980).

Lotto 15. Altra terra domestica alberata d'ulivi, viti, fichi, frutta, ed in parte seminativa, posta ove sopra, denominata Casale di sotto. Pel prezzo di italiane lire quattrocento sessanta (L. it. 460).

Lotto 16. Terra domestica, olivata, vignata, fienata e fruttiva, ed in parte castagnativa, posta ove la precedente, denominata Valletti. Pel prezzo di italiane lire seicento (L. it. 600).

Lotto 17. Terra domestica, olivata, vignata, fienata e fruttiva, con piantonaio d'ulivi, ed in parte seminativa, posta ove la precedente, con casa colonica, ivi compreso il terreno che esiste in mezzo alla detta casa verso ponente, ed il filaro di vigna che è presso la strada nella località della casa diroccata, chiamata detta terra Linaro. Pel prezzo di it. lire mille seicento ottanta (L. it. 1680).

Lotto 18. Terra domestica olivata, vignata, fienata, fruttiva, ed in parte castagnativa, con casa colonica, posta a Santa Maria del Campo nella località detta Boezzena. Pel prezzo di italiane lire duemila seicento ottanta (Lire italiane 2680.

Lotto 19. Piccola terra domestica, olivata, vignata, fienata, fruttiva e seminativa con una porzione d'un casotto in cattivo stato, posta ove la precedente, denominata Teragna. Pel prezzo di italiane lire cinquecento venti (L. it. 520).

Lotto 20. Metà d'una terra olivata, vignata, fienata, fruttiva e seminativa, cioè quella parte di terra verso levante condotta da Benedetto Olivari, e con una casa di solaio e fondo ad uso di cantina con torchio da vino, ivi comprese altre due piccole fascie sotto la stessa casa, posta ove sopra, chiamata la Crosa. Pel prezzo di italiane lire cinquemila centoventicinque (L. it. 5125).

Lotto 21. Altra metà di detta terra chiamata la Crosa, condotta da Giacomo Valle, sita verso ponente, con casa di solaio e fondi. Pel prezzo di italiane lire quattromila ottocento (Lire italiane 4800).

Lotto 22. Piccola terra domestica olivata, vignata, fienata e seminativa, posta ove sopra, luogo detto Cà Bianca e nel Beneito. Pel prezzo di italiane lire quattrocento (L. it. 400).

Lotto 23. Terra domestica olivata, vignata, fienata, fruttiva, seminativa, ed in parte castagnativa, divisa in due pezzi dalla strada, posta ove sopra, sulla costa di Cavaggino, luogo detto Fascie nuove e Dambosco e Leola. Pel prezzo di italiane lire mille duecento (L. it. 1200).

Lotto 24. Altra terra olivata, vignata, fienata, seminativa, ed in parte castagnativa, posta ove sopra, denominata in Barco. Pel prezzo di italiane lire ottocento quaranta (Lire italiane 840).

Lotto 25. Terra castagnativa, posta sulla detta costa di Cavaggino, denominata Rosain. Pel prezzo di italiane lire seicento (L. it. 600).

Lotto 26. Piccola terra domestica, composta di due mezze fasciette, posta ove sopra, nella località chiamata Sputaro, denominata detta terra In fondo del campo. Pel prezzo di italiane lire centoventi (L. it. 120).

Lotto 27. Terra domestica, olivata, vignata, fienata, fruttiva e seminativa, situata ove la precedente, denominata il Campo di cima, ossia Campo di sopra. Pel prezzo di italiane lire mille seicento (L. it. 1600).

Lotto 28. Altra piccola terra domestica, divisa in due pezzi, olivata, fienata, vignata e seminativa, con casa e cucina, e con altre due case costrutte da circa dodici anni, le quali sono attigue ai due lati della casa e cucina surricordata, cioè una verso levante e l'altra verso ponente, posta ove sopra, luogo detto Campo del bruciato. Pel prezzo di italiane lire duemila duecento ottanta (L. 2280).

Lotto 29. Una casa di due piani e fondi ad uso di bottega con altra piccola casetta attigua a detta casa verso ponente, di solaio grande ad uso di stalla, con porzione di terreno ivi annesso verso mezzogiorno e ponente, che divide il sentiero mediante termini, posta a Rapallo, luogo detto agli Orti. Pel prezzo di italiane lire tremila settecento cinquanta (Lire italiane 3750).

Lotto 30. Una casa di tre appartamenti e fondo ad uso di bottega, ed altra annessa con fondo che resta di distro nella strada Rolena ora Venezia, posta a Rapallo, via Vittorio Emanuele. Pel prezzo di italiane lire ottomila (L. it. 8000).

Lotto 31. Un pezzo di terra domestica, alberata di viti, fichi, frutta, posta a Rapallo, sulla parrocchia di S. Quilico d'Assereto, denominata Casareto. Pel prezzo di italiane lire cento ottantacinque (L. it. 185).

CONDIZIONI DELLA VENDITA.

1. Gli stabili saranno venduti in numero di trentuno lotti separati; l'asta verrà aperta sul prezzo di perizia come sovra a cadun lotto assegnato, e le offerte in più non saranno minori di lire dieci ciascuna.

2. L'aggiudicazione o deliberamento seguirà mediante incanto all'estinzione delle candele a favore dell'ultimo migliore offerente.

3. Chi vorrà offrire all'incanto, prima di fare alcuna offerta dovrà effettuare il deposito del decimo della somma per cui ciascun lotto viene esposto in vendita per garantia delle offerte e delle spese.

4. I fatali per l'aumento del ventesimo sono stabiliti a giorni 15 decorrendi dal mezzodì del seguito deliberamento.

5. Reso definitivo il deliberamento gli aggiudicatarii dovranno addivenire entro il termine di giorni dieci alla riduzione dei rispettivi deliberamenti in vendita sotto pena in difetto di perdere il deposito rispettivo e di soggiacere alle conseguenze d'un nuovo esperimento d'asta senza la necessità d'atto che li costituisca in mora alla scadenza di detto termine, e senza poter profittare del maggior ricavo del nuovo incanto che andrà a totale profitto del Pio Istituto.

6. Il prezzo dovrà essere pagato all'atto della riduzione del deliberamento in vendita, in numerario e valute legali.

7. La vendita viene fatta per parte della Commissione con promessa di garantia puramente pel fatto proprio, e non altrimenti.

8. I deliberatarii saranno tenuti rispettare e conservare le locazioni in corso con facoltà di congedare a suo tempo i conduttori, come pure saranno tenuti di pagare i miglioramenti ai conduttori di quei lotti ai quali fossero di diritto dovuti senza poter pretendere indennizzazione alcuna.

9. Gli stabili saranno alienati a corpo e non a misura, e con tutte le servitù sì attive che passive, e nello stato in cui si troveranno all'epoca del deliberamento per modo che si intenderà specialmente dichiarato gli acquisitori ben conoscerli nel loro complesso, valore per non poter mai in verun tempo e per qualsivoglia motivo o causa pretendere alcuna indennità o diminuzione di prezzo sotto pretesto di errori occorsi nella perizia o negli atti alla medesima susseguitivi, ovvero meno esatta indicazione della superficie, dei confini e coerenze dei terreni e fabbricati, ed altro.

10. Saranno pure a carico dei deliberatarii i tributi, come del pari restano a carico dei compratori tutti quegli altri pesi ed oneri enfiteutici benchè non denunziati, che per avventura gravassero gli stabili, e i conseguenti diritti di laudemio.

11. I deliberatarii non potranno chiedere, nè pretendere dalla Commissione verun titolo di provenienza, meno l'atto di deliberamento e vendita che dovranno procurarsi a loro spese.

12. La trascrizione degli atti di vendita si farà a spese dei deliberatarii senza diritto di ripetizione, e rimarranno a loro rischio e carico le conseguenze tutte pel difetto di trascrizione.

13. Le spese tutte d'incanti, deliberamenti ed atti tutti, copie occorrenti, compresa una degli atti tutti da consegnarsi alla Pia Opera, stampe, tasse di bollo e registro, e qualunque altra relativa e che potesse occorrere, saranno a carico esclusivo degli aggiudicatarii al pro-rata del rispettivo acquisto.

14. Si osserveranno nel resto nell'asta le norme tracciate dal regolamento annesso al R. decreto 4 settembre 1870, numero 5852.

15. Gli atti d'incanto e deliberamento, reicanto, atti di vendita dietro deliberamento, ed ogni altro atto accessorio o dipendente dagli incanti, avranno luogo a rogito del notaio infrascritto.

16. I titoli o carte relative alla vendita sono visibili nella segreteria dello Spedale e presso il notaio infrascritto.

Rapallo, il 20 giugno 1871.

2816 Agostino Pietro Nomo, notaio.

AVVISO.
(*Seconda pubblicazione*)

L'anno mille ottocento settantuno, il giorno ventidue maggio, in Napoli.

Il tribunale, udito il rapporto del giudice delegato, deliberando in camera di consiglio, sulle uniformi conclusioni del Pubblico Ministero, ordina che la Direzione del Gran Libro del Debito Pubblico del Regno d'Italia, annullando il certificato di annua rendita di lire 850, sotto al numere 52279 e 11047 del registro di posizione, in favore del signor Longobardi Giovan Giuseppe fu Sabbato, tramuti la rendita medesima in cartelle al portatore di egual valore da rilasciarsi ai richiedenti. Destina l'agente di cambio signor Giuseppe Rossi per le relative operazioni.

Così deliberato dai signori cav. Leopoldo De Luca vicepresidente, col titolo e grado di consigliere di Corte d'appello; cav. Francesco Giordano e cavaliere Nicola Palumbo, giudici.

2649 Leopoldo De Luca.

GENIO MILITARE

DIREZIONE DI ROMA.

Avviso d'asta.

Si notifica al pubblico che nel giorno 24 del corrente mese alle ore 2 pomeridiane si procederà in Roma avanti il signor direttore del Genio militare, e nel locale di S. Silvestro al Quirinale, n. 9, 1° piano, all'appalto seguente, mediante partito segreto:

Lavori di ordinaria manutenzione delle fortificazioni e dei fabbricati militari nella piazza di Roma durante il triennio 1871-72-73, ascendenti in complesso a lire 150,000.

Le condizioni d'appalto sono visibili presso la predetta Direzione e nel locale suddetto.

Sono fissati a giorni quindici i fatali per il ribasso del ventesimo, decorribili dalle ore 2 pomeridiane del giorno del deliberamento.

Il deliberamento seguirà a favore del migliore offerente, che nel suo partito suggellato e firmato avrà offerto sull'ammontare suddetto un ribasso di un tanto per cento maggiore, o per lo meno eguale al ribasso minimo stabilito in una scheda suggellata e deposta sul tavolo, la quale verrà aperta dopo che saranno riconosciuti tutti i partiti presentati.

Per essere ammessi all'appalto gli aspiranti dovranno giustificare la loro idoneità colla presentazione di attestato di persona conosciuta dell'arte, il quale sia di data non maggiore di mesi sei, e certifichi che l'aspirante ha dato prove di abilità e di pratiche cognizioni nello eseguimento di altri contratti di appalto di opere pubbliche o private.

Gli aspiranti dovranno inoltre fare presso la Direzione suddetta, ovvero nelle casse dei depositi e prestiti o delle Tesorerie dello Stato, un deposito di lire 15,000 in contanti od in rendita del Debito Pubblico al valore di borsa della giornata antecedente a quella in cui viene operato il deposito.

Il ricevimento dei depositi presso la Direzione comincierà alle ore 10 del giorno in cui si apre l'incanto, e cesserà alle ore 11 dello stesso giorno.

Sarà facoltativo agli aspiranti all'impresa di presentare i loro partiti suggellati a tutte le Direzioni territoriali dell'arma del Genio, od agli uffici staccati da esse dipendenti. Di questi ultimi partiti però non si terrà alcun conto, se non giungeranno alla Direzione ufficialmente e prima dell'apertura della scheda segreta, e se non risulterà che gli offerenti abbiano fatto il deposito di cui sopra o presentata la ricevuta del medesimo.

Le spese d'asta, di bollo, di registro, di copie, di segreteria ed altre relative sono a carico del deliberatario.

Dato in Roma il 9 luglio 1871.

Per la Direzione
Il Segretario: P. BAGLIONI.

2831

SOCIETÀ ANONIMA EDIFICATRICE

Approvato nell'assemblea generale ordinaria della Società de' 29 giugno spirato il bilancio consuntivo dell'annata al 30 aprile 1871 p. p., il sottoscritto invita i signori azionisti a percepire gli utili della detta annata in lire 15 per ogni cartella d'azione. Quindi essi potranno presentarsi ogni giorno feriale dalle ore 10 antimeridiane alle 2 pomerdiane, incominciando dal dì 10 stante a tutto il mese di settembre p. v. 1871, al cassiere della Società signor Augusto Quercioli, reperibile al suo negozio in via Calimara, il quale pagherà gli utili suddetti e gli utili arretrati come le cartelle rimaste ammortizzate ai possessori delle medesime, senza assumere veruna responsabilità quanto all'identità di persona dei veri proprietari, ferma stante però la regolarità delle gire, in ordine all'articolo 6 dello statuto sociale.

Firenze, 3 luglio 1871.

Visto *Il Presidente*
L. Galeotti.

Il Segretario Gerente
G. Garzoni. 2786

AVVISO AI PORTATORI DI CARTELLE
DEL DEBITO PUBBLICO

In seguito alla soppressione delle Direzioni speciali del Debito pubblico di Torino, Milano, Napoli e Palermo, per facilitare le operazioni di divisione, riunione, traslazione, tramutamento, vincolo, svincolo e deposito di cartelle del Debito pubblico

L'AGENZIA FINANZIARIA INTERNAZIONALE DI TORINO
(Direttore e proprietario nob. sig. O. BLANCHETTI)

ha deciso di aprire un uffizio speciale in cui saranno fatte tutte le operazioni che occorrono fra particolari e stabilimenti coll'amministrazione generale del Debito pubblico.

Queste operazioni essendo trattate direttamente, i signori interessati saranno serviti colla massima prontezza e diligenza, avendo ottenuto l'Agenzia per tal fine particolare assicurazione dalla Direzione generale del Debito pubblico. Saranno così risparmiate inutili spese e tempo non indifferente.

Fra le operazioni suddette sono comprese anche quelle riguardanti la *Cassa dei depositi e prestiti*.

Insigni giureconsulti assistono l'Agenzia in quest'assunto.

CONDIZIONI.

Ogni operazione sarà fatta mediante il rimborso delle spese ed una provvigione prestabilita nelle seguenti misure:

Sulle somme rappresentate dai titoli compresi nelle singole operazioni sarà percepito
L'UNO per cento sulle somme inferiori alle L. 10,000 (valore reale al corso del giorno).
Il MEZZO per cento sulle somme superiori alle » 10,000 idem

Le spese e la provvigione saranno pagate all'Agenzia ad operazione compiuta.

A suo tempo l'Agenzia predetta s'incaricherà ancora del concambio delle cartelle di rendita, sotto le norme e condizioni che saranno stabilite dalla Direzione generale del Debito pubblico.

L'UFFICIO È APERTO TUTTI I GIORNI, MENO I FESTIVI, DALLE 9 ALLE 5.

Rivolgersi personalmente o per lettera al signor O. BLANCHETTI, via Ospedale, n. 20, Direttore dell'Agenzia Finanziaria Internazionale, il quale s'incarica altresì di compre, vendite e cambi di qualsiasi valore cartaceo o fondi pubblici, a limitatissime condizioni. 2595

DIREZIONE D'ARTIGLIERIA
DELLA
FONDERIA DI TORINO

Avviso di deliberamento d'appalto.

A termine dell'art. 59 del regolamento 25 gennaio 1870 si notifica che l'appalto di cui nell'avviso d'asta del 15 scorso mese di giugno per la provvista di

Litantrace magro, tonnellate 1200 per L. 66,000

da consegnarsi nei magazzini della Direzione suddetta, nei trecentoventi giorni successivi a datare da quello dell'approvazione del contratto, è stato in incanto d'oggi deliberato mediante il ribasso di L. 11 11 per cento.

Epperciò il pubblico è diffidato che il termine utile, ossia i fatali per presentare le offerte di ribasso non minori del ventesimo, scadono al mezzodì del giorno 19 del corrente mese di luglio, spirato qual termine non sarà più accettata qualsiasi offerta.

Chiunque in conseguenza intenda fare la suindicata diminuzione del vigesimo deve all'atto della presentazione della relativa offerta accompagnarla col deposito prescritto dal succitato avviso d'asta.

L'offerta può essere presentata all'ufficio della Direzione suddetta dalle ore 9 alle 12 meridiane.

Dato in Torino, addì 5 luglio 1871.

Per la Direzione
Il Segretario: CARRIERI G.

2812

2811

INTENDENZA PROVINCIALE DELLE FINANZE IN MANTOVA

AVVISO D'ASTA.

Presso questa Intendenza, nel giorno 20 luglio p. v., si terrà alle dodici meridiane una pubblica asta, per deliberare al miglior offerente in ribasso dall'aggio di lire 4 30 per cento l'esazione della tassa sul macinato per l'anno 1872 per tutta l'intiera provincia di Mantova, escludendo qualunque parziale offerta, e ciò sotto la osservanza del Reale Decreto 18 ottobre 1870, n. 5944, e dei capitoli normali approvati col decreto 25 ottobre stesso dal signor Ministro delle Finanze.

L'asta avrà luogo col metodo di estinzione della candela vergine (Art. 92 del regolamento sul patrimonio dello Stato e della contabilità generale, approvato con Reale decreto 4 settembre 1870, n. 5852).

Il deliberamento seguirà a favore di quello che avrà offerto il maggior ribasso.

Non si procederà a deliberamento se non si avranno offerte almeno di due concorrenti (Art. 87 del regolamento suddetto).

Durante l'asta non verrà ricevuta alcuna offerta condizionata, nè parziale, dovendo essere l'asta unica per tutta l'intera provincia (Art. 91 ed Istruzioni Ministeriali).

Seguito il deliberamento, verrà notificato con indicazione del giorno e dell'ora in cui scade il periodo di tempo (fatali) entro il quale si può migliorare il corrispettivo di aggiudicazione (Art. 98).

L'ammontare del deposito da effettuarsi dagli aspiranti all'asta è fissato in danaro od in titoli del Debito pubblico al corso di borsa in L. 9,000, e l'importo della cauzione in lire 90,000 (Art. 97 del regolamento suddetto, ed art. 4 dei capitoli normali annessi al R. decreto 18 ottobre 1870, n. 5944), e la cauzione è accettabile anche in beni stabili, a' sensi del successivo art. 5 dei predetti capitoli normali.

Insorgendo contestazioni in quanto alle offerte od alla validità dell'incanto, l'intendente, o chi in sua vece vi presiede, deciderà.

I capitoli d'onere regolanti tale appalto sono ostensibili presso la ragioneria di questa Intendenza.

La spesa di copia, bollo ed altre inerenti al contratto, sono tutte a carico del deliberatario (Art. 78 del regolamento suddetto).

Dall'Intendenza provinciale delle Finanze,

Mantova, 29 giugno 1871.

L'Intendente: LAURIN.

Il ff. di sindaco della città e comune di Lucca

Coerentemente alla notificazione in data 20 giugno prossimo caduto,

Pubblica

Il resultato della ventitreesima estrazione dell'imprestito comunale di Lucca avvenuta questo giorno come appresso:

Numeri	275	3217	3164	1555	976	2507	3092	1852
»	900	2635	1576	1127	682	1822	3213	

Sono invitati i possessori delle cartelle portanti i numeri anzidetti a ritirare il valore entro il giorno 31 stante.

Lucca, 1° luglio 1871.

Pel ff. di sindaco, assente,
L'Assessore avv. M. Martinucci.

2782

La Deputazione Provinciale di Parma

In esecuzione della deliberazione fatta dal Consiglio provinciale addì 27 ottobre 1870,

Notifica:

Essere aperto il concorso al posto di direttore-medico del Manicomio da stabilirsi in Colorno a carico di questa provincia.

Tale ufficio sarà retribuito coll'annuo stipendio di L. 5000, oltre all'alloggio nello Stabilimento.

I concorrenti debbono provare di aver fatti gli studi regolari di medicina, non che studi speciali sulle malattie mentali, e di avere prestati servigi non brevi come direttore, o come medico alienista in un manicomio.

I titoli relativi dovranno essere presentati alla segreteria della Deputazione provinciale entro e non più tardi del giorno 31 agosto 1871, in cui resta chiuso il concorso definitivamente

Parma, 28 giugno 1871.

Per la Deputazione provinciale
Il Prefetto Presidente
VEGLIO.

2762

Provincia di Sondrio

CIRCONDARIO DI SONDRIO — MANDAMENTO DI MORBEGNO

Avviso d'asta.

La Giunta municipale del comune di Buglio in Monte intende passare alla vendita di n. 5660 piante di abete scelte dal R. Ufficio forestale, dai centimetri 35 ai 45 di diametro, altezza dai metri 10 ai 15, nella zona di Bosco detta Della Larice, di proprietà del suddetto comune, e come meglio risulta dal progetto di vendita, taglio e trasporto delle piante stesse, in data 15 maggio p. p., fregiato del Regio visto prefettizio 12 corrente, n. 4054, che in base del quale e degli uniti capitoli generali e parziali d'appalto verrà aperta l'asta.

Le offerte in aumento vorranno essere decimali e non inferiori a lire 20 caduna, sopra il prezzo fiscale in perizia per la somma di lire 44480 23, pagabile in quattro rate eguali ripartite così: la prima un mese dopo la delibera; la seconda in agosto 1872; la terza in giugno e l'ultima in dicembre 1873.

Gli aspiranti sono invitati a presentarsi nell'Ufficio municipale di questo comune nel giorno 18 luglio 1871, alle ore 9 antimeridiane, per fare le loro offerte nelle mani del segretario municipale, con avvertenza che all'estinzione naturale dell'ultima candela vergine verrà deliberato l'appalto a favore dell'ultimo offerente, nei sensi del regolamento approvato con Regio decreto 4 settembre 1870, n. 5852, e sotto l'esatta osservanza dei relativi capitoli, dei quali chiunque potrà averne visione nella segreteria di questo comune.

Si prevengono gli aspiranti che non saranno ammesse a far partito se non le persone idonee e di conosciuta responsabilità, le quali dovranno garentire le loro offerte col deposito in danaro non inferiore a lire 4448, od in effetti pubblici dello Stato aventi un corrispondente valore di Borsa.

Tutte le spese d'asta, atti di contratto, bolli, tassa di registro, copie, ecc., sono a carico del deliberatario.

Si avverte che il termine utile a presentare offerte di miglioria al prezzo di delibera, non inferiore del ventesimo di detto prezzo, è fissato a giorni 15 da computarsi dal giorno del deliberamento, e che scadranno a mezzodì dell'ultimo giorno di essi.

Dalla Residenza Municipale di Buglio in Monte, il 20 giugno 1871.

La Giunta:
Borromini, sindaco.
Moreschini — Antegnoli, assessori.
Zaccaria Felice, segretario.

Per copia conforme:
Il Sindaco: BORROMINI.

2620